

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Il ne faut saper ni le fédéralisme ni le sens des responsabilités

Pas de mainmise de forces globales sur la Suisse

ev./thk. Le 25 novembre, le souverain votera sur la révision de la Loi sur les épizooties (LFE). Parallèlement court, depuis le 9 octobre, le référendum contre la révision prévue de la Loi sur les épidémies (LEp). Les deux lois sont, comme le montrent l'article et les interviews suivants, inutiles; la Suisse possède suffisamment de règlements respectifs et en installant au sein de l'administration une concentration de pouvoir centraliste – allant jusqu'à l'atteinte à l'intégrité physique de l'individu – les deux projets auraient de larges conséquences négatives pour notre système fédéraliste. C'est un procédé qui est hors de question

en Suisse. Ils amputent la participation et la responsabilité des cantons aussi bien que – dans le cas de la LFE – des vétérinaires, des détenteurs d'animaux et – dans le cas de la LEp – des médecins et des citoyens.

Une fois de plus, on spéculé sur la peur des citoyens – dans ce contexte, on se rappelle vivement les expériences de la grippe aviaire et de la grippe porcine. Les événements tout autour de la maladie de la langue bleue ont également soulevé des questions essentielles.

Par contre, la façon dont on a géré l'infection vraiment très dangereuse d'EHEC en Allemagne, a montré que le sys-

tème fédéraliste en particulier et la bonne coopération sur place ont été des facteurs décisifs pour éviter que l'infection ne dégénère en un problème massif dans tous nos pays. La lutte contre une nouvelle maladie infectieuse encore inconnue qui mise uniquement sur la vaccination avec un vaccin produit à la va-vite et qui n'est pas testable à la hâte, n'a rien à voir avec une lutte sérieuse contre les épizooties et les épidémies. Et en plus, ses actions servent de prétexte à une emprise centraliste et pour créer une incroyablement base de données à la disposition internationale. On disposerait des expériences à ce sujet, il faudrait seulement s'en rendre compte.

NON à la révision de la Loi sur les épizooties (LFE)

Au sujet de la votation fédérale du 25 novembre 2012

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

L'intention claire de consolider, au sein du secteur de la santé publique, la concentration du pouvoir de la Confédération, se manifeste dans plusieurs projets tels que celui de la Loi sur la prévention – heureusement stoppée par le Conseil des Etats en septembre 2012 –, celui de la révision de la Loi sur les épidémies et actuellement celui de la révision de la Loi sur les épizooties. C'est la raison pour laquelle un des arguments principaux des adversaires de cette tendance est ceci: Il faut que ce soient les cantons qui restent responsables de la prévention et des soins aux humains et aux animaux.

Le 25 novembre, nous citoyens avons l'occasion de nous opposer à la bulle administrative de Berne et de prendre fait et cause pour le système fédéraliste éprouvé. Ce sont les cantons qui doivent rester responsables de la prévention et des soins aux humains et aux animaux. Ces derniers connaissent mieux les circonstances locales et ils travaillent à un prix plus avantageux qu'une autorité fédérale centraliste.

La volonté de concentrer le pouvoir sur le plan fédéral se montre tout particulièrement

à l'article 53 b du projet de loi sur les épizooties. Selon cet article, le Conseil fédéral peut conclure – sans contrôle parlementaire ni référendaire – des traités internationaux dans le domaine de la santé animale. Il y a grand danger que la Suisse s'inféode ainsi à des organisations internationales et aux groupes pharmaceutiques étrangers.

Au lieu de formuler nous-mêmes les arguments, nous attirons votre attention sur l'excellent *argumentaire du comité référendaire concernant les «explications du Conseil fédéral en vue de la votation du 25 novembre 2012»*.

Les arguments du comité référendaire

- Une concentration non démocratique du pouvoir entre les mains de la Confédération. La mise au pas des offices vétérinaires cantonaux transforme notre système fédéral en autorité centralisée, avec des risques considérables d'abus de pouvoir.
- Le Conseil fédéral peut conclure de lui-même des traités internationaux. Cela per-

met la reprise de droit étranger et d'abolir le droit suisse par des dispositions contradictoires. La Suisse peut se voir imposer les décisions d'organisations internationales. Les conflits d'intérêts commandent la prudence: en 2009, l'OMS et ses conseillers, parfois payés par des fabricants de vaccins, avaient relevé au maximum le niveau d'alerte pandémique pour la grippe porcine.

- Mise sous tutelle des détenteurs d'animaux et des vétérinaires. Restriction du droit d'opposition. Des peines et amendes encore plus élevées permettent de s'assurer la collaboration à la mise en œuvre de mesures coercitives discutables.
- Boycottage des produits et méthodes thérapeutiques d'origine naturelle par préférence unilatérale des produits pharmaceutiques, d'où présence de résidus toxiques dans les aliments.
- Des programmes de prévention et des banques de vaccins chers et controversés entraînent des frais élevés. Elimination de stocks inutiles ou incitation à en rendre

l'administration obligatoire. L'explosion prévisible des coûts sera répercutée sur les détenteurs d'animaux, les contribuables et les consommateurs.

- Pas d'obligation de fournir des preuves scientifiques. Le texte ne détermine ni critères objectifs pour la définition des épizooties, ni obligation de disposer de preuves scientifiques et de procéder à des analyses de risque indépendantes. Une transparence insuffisante permet à la Confédération et à l'OVF de déclarer arbitrairement l'état d'épizootie et d'imposer des vaccinations. Atteinte à la protection des animaux du fait de l'administration obligatoire de préparations généralement toxiques et issues de manipulations génétiques. Parmi les animaux domestiques ou productifs ayant subi des lésions vaccinales, beaucoup en souffrent.
- Pour la liberté de choix en matière de santé humaine et animale. NON à la révision de la Loi sur les épizooties!

Pour de plus amples informations:
<http://lfe-referendum.ch>

«L'équilibre des responsabilités partagées doit rester en place»

«Il faut s'opposer à cette contrainte vaccinale»

Interview du conseiller national Walter Müller, PLR/SG



Walter Müller
(photo mad)

Horizons et débats: Monsieur le conseiller Müller, pourquoi avez-vous refusé la Loi fédérale sur les épizooties (LFE)?

Le conseiller fédéral Walter Müller: La raison principale est pour moi la balance déséquilibrée entre le pouvoir de l'Etat et la responsabilité des détenteurs d'animaux.

Avec la nouvelle loi il n'y a plus d'équilibre. L'augmentation du pouvoir de l'Etat, soit de l'office fédéral correspondant, par rapport à la perte de participation des détenteurs d'animaux est tout à fait inacceptable. Le détenteur d'animaux porte la responsabilité et doit aussi subir les conséquences en cas de dommages. De l'autre côté l'Etat peut aussi prendre des mesures sans que les détenteurs d'animaux aient le droit d'intervention.

Cela s'est manifesté déjà lors de la maladie de la langue bleue.

Lors de la maladie de la langue bleue l'Etat a ordonné la vaccination hâtivement, avec du vaccin qui n'était pas tout à fait hors de doute. Il y avait des dommages, mais c'était difficile de les prouver. C'est pourquoi on demande

plus de prudence sur ce point-là. De l'autre côté, l'Etat veut s'approprier des compétences afin qu'il puisse s'imposer plus facilement.

Tout ce projet de loi s'accompagne d'une perte de fédéralisme, n'est-ce pas?

Le fédéralisme, c'est toujours un point fort. Si la participation est garantie, cela se relativise un peu. Mais c'est un aspect important que l'Etat veuille recevoir toujours plus de compétences et que les hommes politiques, qui devraient représenter la base sur le plan fédéral, sont enclins à les concéder. Cela va non seulement à l'encontre du fédéralisme, mais de la subsidiarité. On résout les problèmes là où ils surgissent, sur place. Ceci transposé aux épizooties, la Confédération est seulement sollicitée lors d'épidémies absolument contagieuses. En cas de très grand risque, je ne veux pas parler de restrictions. Au cas par cas on doit être capable de réagir de manière bien ciblée et vite, pour la protection de la collectivité et de l'effectif animalier. De l'autre côté, il y a de très larges domaines qu'on peut traiter de manière subsidiaire et fédéraliste, où il ne faut pas mettre en marche toute la machinerie de la Confédération.

Est-ce que la loi en vigueur répond aux exigences? Jusqu'à présent les problèmes ont pu être résolus.

Oui, il y a aussi un chemin pragmatique. Si les conditions préalables sont données et que les services responsables communiquent conformément, il en a résulté généralement une décision raisonnable. Il est important que l'on écoute les détenteurs d'animaux, avant tout lors de nouvelles maladies qui ne sont pas très contagieuses. Si l'on prend la décision d'extirper ces maladies, parce que la maladie a des conséquences sur le trafic des animaux – par exemple des moutons et des chèvres – il faut absolument une participation. S'il est question des règles lors de la gestion de l'alpage, si l'on peut laisser les animaux sur l'alpage ou s'il faut vacciner ou non, alors les détenteurs d'animaux doivent participer à la prise de décision. C'est pourquoi je considère la question de savoir comment la balance entre le pouvoir et la responsabilité peut rester en équilibre, comme primordiale.

La nouvelle loi autorise la Confédération à conclure des traités internationaux de manière autonome, ça veut dire quoi?

L'idée que la Confédération devrait conclure des traités de son propre chef va déjà à l'encontre de nos traditions. Aujourd'hui, il lui faut écouter la Commission des Affaires étrangères ou des organisations spécialisées respectives si elle veut conclure des traités internationaux. C'est dû à la sépa-

ration des pouvoirs. Là encore, la question du contrôle des pouvoirs se pose. La Confédération ne peut pas faire n'importe quoi sans la participation du peuple. Ce sont des réflexions de politique d'Etat qui me tiennent à cœur.

Vous critiquez donc le manque de coopération entre les autorités fédérales et l'individu directement concerné.

Je n'ai rien contre les décisions qui sont d'intérêt général, si l'on écoute les personnes concernées. Il nous faut des moyens pour lutter contre les épidémies contagieuses. Mais c'est également un fait que les vaccins sont une intervention auprès de l'animal et sont toujours liés à un certain risque. Ceci concerne avant tout le consommateur. Il ne faut pas badiner avec cela. Le temps, où l'on croyait sans hésitation aux produits chimiques et pharmaceutiques, est passé. Je ne suis pas intégriste, mais ici il faut regarder les choses de façon réaliste. Le droit de regard et l'équilibre entre le pouvoir et la responsabilité et la responsabilité partagée se perdent de plus en plus. Il est également difficile de savoir quel sera l'impact de la vaccination sur l'animal et ainsi sur l'alimentation des humains en général. Voilà pourquoi je rejette la loi.

Non à la révision de la Loi sur les épidémies

Délai du référendum jusqu'au 17 janvier 2013

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

En septembre 2012 le Conseil national et le Conseil des Etats ont adopté une révision radicale de la Loi sur les épidémies. Est-ce que beaucoup de parlementaires ne se sont pas rendu compte qu'il s'agissait là de nouveau d'une main mise de la Confédération sur les structures fédéralistes et sur le citoyen responsable, semblable au cas de la Loi sur la prévention? Tous les citoyens sont appelés à soutenir la réussite du référendum avec toutes leurs forces pour que le peuple puisse décider de cette Loi sur les épidémies.

En fait les arguments contre le projet de loi sur les épidémies (LEp) correspondent dans leur sens à ceux contre la Loi sur les épizooties et la Loi sur la prévention – la LEp cependant va encore beaucoup plus loin en ce qui concerne l'atteinte à la souveraineté des cantons et la liberté des citoyens. En réalité la LEp actuelle suffit en principe pour combattre les maladies transmissibles chez les êtres humains. Toutefois quelques détails – comme pour la Loi sur les épizooties – pourraient être révisés ou formulés de façon plus lisible.

L'Office fédéral de la Santé publique (OFSP) poursuit cependant d'autres objectifs, comme par exemple l'idée plutôt grotesque de vouloir «créer un effet positif sur la santé aussi bien de toute la population que de chaque citoyen». Le véritable sens de cet exercice au dépens de notre souveraineté et liberté et de la responsabilité des citoyens est l'objectif «de renforcer les réseaux internationaux et de mieux adapter l'ordre juridique suisse aux prescriptions internationales sur la santé de l'OMS» (cf. site Internet de l'OFSP).

Voici quelques objections sérieuses contre la révision de la LEp:

L'Office fédéral de la Santé publique (OGSP) comme centrale de commande absolutiste – Orwell vous salue bien!

La Loi sur les épidémies ferait sauter les structures fédéralistes de notre système de santé et le principe de subsidiarité par la concentration d'un pouvoir centraliste jamais connu. Ce qui est alarmant avant tout c'est que dans la Loi sur les épidémies l'OFSP ne se cache plus derrière le Conseil fédéral, mais déclare ouvertement sa volonté de consolider rapidement sa position de force. Dans la Loi sur les épidémies en vigueur, l'OFSP était déjà bien présent, mais seulement pour informer et conseiller. Un simple office fédéral devrait, selon cette loi, commander dans tout le pays et pouvoir agir à sa guise en tant que centrale de commande absolutiste envers les cantons et la population? Pour la Suisse fédéraliste avec sa démocratie directe une telle procédure est sans aucun doute scandaleuse.

– L'OFSP pourrait, selon l'article 5 de la LEp élaborer tout seul des programmes nationaux visant à détecter, à surveiller, à prévenir et à combattre les maladies transmissibles tout en obligeant les cantons – qui, d'après la Constitution fédérales sont responsables de la santé

publique! – à mettre ces programmes en application.

– L'OFSP pourrait, d'après l'article 8, alinéa 2 «ordonner aux cantons de prendre certaines mesures en prévision d'un risque spécifique pour la santé publique» par exemple «des mesures visant des individus» ou «des mesures visant la population» ou «des mesures de distribution de produits thérapeutiques».

– Les cantons comme simples auxiliaires d'exécution de vaccinations obligatoires et de programmes d'éducation sexuelle (soi-disant pour prévenir le HIV/SIDA!) du lobby au sein de l'OFSP dépendant de l'étranger et orienté vers certaines pratiques sexuelles?

– L'OFSP «informe le public, certains groupes de personnes, les autorités et les professionnels des risques de maladies transmissibles et des mesures possibles pour les prévenir et les combattre» (Art. 9 LEp).

La Loi sur les épidémies révisée laisserait le champ libre à un élargissement des indescriptibles «campagnes de prévention» que l'OFSP engage déjà depuis des années pour dissoudre notre société de valeurs («Même quand la soirée est bien arrosée, le préservatif s'impose.»; ou bien dans la campagne actuelle: «Consulter un médecin quand ça brûle et ça gratte...»).

L'OFSP serait chargé de la gestion des maladies transmissibles «en coordination avec des systèmes internationaux» (Art. 11): l'OFSP désigne certains laboratoires «centres nationaux de référence» dans lesquels il peut agir à sa guise (Art. 17); l'OFSP élabore un «plan national de vaccination auquel tous les médecins et le personnel de santé doivent se subordonner» (Art. 20); l'OFSP est un service de surveillance et d'évaluation (Art. 24).

Les médecins, les hôpitaux et d'autres «Institutions sanitaires» sont tenus de déclarer à l'OFSP «leurs observations liées à des maladies transmissibles, y compris des informations permettant d'identifier les personnes malades, infectées ou exposées et de déterminer la voie de transmission» (Art. 12 al. 1).

En clair: La Loi sur les épidémies accorderait à l'OFSP le pouvoir d'un souverain absolutiste tout en abolissant la séparation des pouvoirs et en dégradant les cantons à de simples auxiliaires d'exécution: l'OFSP décide des bases de la lutte contre les épidémies (fonction législative), en même temps il ordonne aux cantons, à la population, au personnel de santé et aux laboratoires ce qu'ils ont à faire (fonction exécutive) et finalement il «surveille» et «évalue» ses propres empiètements (fonction judiciaire)!

C'est ainsi qu'une fois de plus la Suisse souveraine devrait se soumettre à une tutelle étrangère?

Ce ne sera pas le parlement fédéral qui décidera si le Conseil fédéral doit proclamer l'état d'urgence laissant libre champ à ce dernier et à l'OFSP, mais – tenez vous bien

– l'OMS: Le législateur fédéral veut laisser le soin à l'OMS de juger s'il y a «présence d'une urgence sanitaire de portée internationale menaçant la santé de la population suisse» (Art. 6 al. 1b).

Lorsque l'OMS donne l'ordre, le Conseil fédéral (c'est-à-dire l'OFSP) doit proclamer l'état d'urgence et suspendre la liberté des citoyens: Ordonner des mesures visant des personnes individuelles, et toute la population, faire des professionnels de la santé des simples exécutants, et ordonner des vaccinations obligatoires (Art. 6 al. 2).

Nous avons déjà vu bien des choses en matière de complaisance du Conseil fédéral envers des Etats étrangers et des bureaux et organisations internationaux – mais ça alors, ça va vraiment trop loin! Le désastre de la grippe porcine est encore bien dans les mémoires: Là, les autorités se sont aussi laissées guider par l'OMS. Et les sociétés pharmaceutiques d'outremer ont gagné en passant de grosses sommes. Et nous finalement, on est resté avec des millions de doses de vaccin et de médicaments (*Tamiflu*) qui ont dû être vendus à bas prix ou détruits, tout cela à nos dépens.

La suppression de la démocratie directe prend des proportions démesurées

Une fois de plus la démocratie référendaire est abrogée par la LEp: On a donné au Conseil fédéral le droit de conclure des accords internationaux sans consultation ni du parlement ni du peuple. Le Conseil fédéral devra, d'après l'article 80 alinéa 1 de la LEp, conclure des accords internationaux entre autre sur «l'échange de données» ou sur «l'harmonisation des mesures visant à détecter, à surveiller, à prévenir ou à combattre les maladies transmissibles». Ainsi, le peuple et le parlement ne seront non seulement exclus du droit de décision mais aussi du droit à l'information. Car la garantie que les citoyens et les parlementaires puissent avoir l'occasion de lire ces accords internationaux actuels n'est possible que dans des projets de

loi soumis au référendum – rares sont ceux qui ont le temps d'être sur les traces de toutes les ordonnances et accords du Conseil fédéral. Ainsi l'exécutif, donc l'OFSP, aurait carte blanche également dans ce domaine-là.

Mainmise de l'OFSP sur les écoliers suisses – par-dessus les cantons et les parents

La Loi sur les épidémies donne au Conseil fédéral (à l'OFSP) toutes les libertés d'introduire, par-dessus les cantons et les parents, des coffrets-sexe et autres monstruosité dans les écoles du pays entier: «Le Conseil fédéral peut enjoindre aux institutions des domaines de l'éducation et de la santé de fournir des informations sur les risques liés aux maladies transmissibles et des conseils sur les moyens de les prévenir et de les combattre.» (Art. 19 al. 2c)

Ce que l'OFSP essaie depuis longtemps, et ce qui a rencontré à beaucoup d'endroits la résistance justifiée des parents et des enseignants, serait prescrit avec la LEp! Cela représente déjà une raison suffisante pour refuser cette loi.

Le citoyen transparent

Les articles respectifs de la LEp visant un élargissement massif de la centrale informatique de l'OFSP le disent clairement: Chaque personne seulement «soupçonnée d'être malade» devra être enregistrée dans un fichier avec toutes les données possibles et impossibles sur sa vie privée et ses affaires les plus intimes:

Art. 60 système d'information LEp

¹ L'OFSP gère un système d'information recensant les données sur les personnes malades, présumées malades, infectées, présumées infectées ou qui excrètent des agents pathogènes.

² Le système d'information contient les données suivantes:

Suite page 3

Les autorités doivent s'engager en vue de l'autosuffisance en vaccins

mw. Au lieu de créer, avec beaucoup d'efforts financiers, des banques de vaccins et de se procurer des vaccins de l'étranger (Art. 42 de la Loi sur les épizooties) dont la qualité n'a pas toujours été garantie dans le passé – les exemples en sont la grippe porcine et la maladie de la langue bleue, le Conseil fédéral ferait bien d'assurer l'autosuffisance en vaccins pour les humains et les animaux. L'approvisionnement du pays avec assez de vaccins de qualité impeccable fait partie du Service public et ne peut être atteint qu'avec une production étendue dans le pays même. Car nous avons aussi dans ce domaine-là des prescriptions juridiques plus strictes que beaucoup d'autres Etats (par exemple l'interdiction de production OGM). Les deniers publics que la Confédération dépense pour le gonflement de l'administration et la concentration du pouvoir de l'Office fédéral de la santé publique, et qu'elle continue à dépenser, seraient mieux investis dans la reconstruction de l'Institut sérothérapeutique et vaccinal suisse.

L'Institut sérothérapeutique et vaccinal suisse à Berne (Berna) a déjà été créé au XIX^e siècle comme entreprise privée. Son activité comprenait avant tout le développement, la production et la distribution de préparations immunobiologiques (vaccins bactériens et viraux, des dérivés de plasma), des produits pharmaceutiques et vétérinaires.

Avec ses fondateurs *Charles Haccius, Johann Friedrich Häfliger* et *Albert Vogt*, l'institut s'est rapidement créé un nom en produisant des vaccins contre la variole, puis des vaccins pour combattre les maladies épidémiques comme la diphtérie, le choléra, la poliomyélite, le typhus, la

méningite, l'hépatite et la grippe, ainsi que des produits destinés à la médecine d'urgence et vétérinaire. En 2001 l'*Institut sérothérapeutique et vaccinal suisse* Berna a pris le nom de *Berna Biotech SA*. En 2004, la société employait 850 collaborateurs dans le monde entier, dont 400 en Suisse.

Au lieu de s'engager en faveur de la production de vaccins dans le pays même, afin de garantir l'approvisionnement du pays dans le contexte d'une lutte pour le pouvoir de plus en plus dure au sein du marché mondialisé, la Confédération était en 2006 le témoin passif du rachat de *Berna Biotech* par la firme néerlandaise *Crucell*. En 2011 *Crucell Switzerland SA* a été rachetée par le groupe américain *Johnson & Johnson*. (Source: www.hls-dhs-dss.ch/textes/l/F41983.php)

De cette manière, l'autosuffisance de la Suisse n'est pas assurée. La grande société américaine ne se fera certainement pas le devoir le plus urgent de s'engager en tous temps pour un approvisionnement rapide de haute qualité et à bas coûts de la Suisse.

Car lorsque chez nous une épidémie se déclare et que nous dépendons d'importations urgentes, la probabilité est grande que de nombreux producteurs étrangers livrent d'abord pour leur propre pays. Dans un monde de la libre circulation d'animaux, de marchandises et de personnes – un argument dont le Conseil fédéral se sert pour défendre la Loi sur les épizooties – l'engagement en faveur d'une meilleure autosuffisance devrait occuper une place centrale dans la politique de la Confédération, et cela non seulement dans le domaine des vaccins.

«L'équilibre des responsabilités ...»
suite de la page 1

Vous avez également rejeté la Loi sur les épidémies. Ici, des mécanismes similaires sont en jeu. Également le transfert de pouvoir à la Confédération, etc.

Je ne peux pas accepter le fait que les autorités puissent prescrire les vaccinations. Mon corps m'appartient, et je ne me laisse pas dicter de qui que ce soit, si j'ai besoin de me faire vacciner ou bien pas. Je voudrais réclamer le droit pour moi et pour tout le monde. Il faut s'opposer à cette contrainte vaccinale. Avoir la souveraineté sur mon corps veut dire que je décide de ce qui lui arrive. Ce sont les mêmes idées absurdes par rapport au don d'organe. On pense que l'on doit faire ce don d'organe. C'est inacceptable. Mon corps m'appartient, et certainement pas à l'Etat ou à n'importe qui d'autre. C'est lié au précieux bien de la liberté. Je veux décider si je veux me faire vacciner ou non. La vaccination obligatoire

est hors de question pour moi. Je ne peux pas l'accepter.

Le fait que l'OMS devrait avoir encore plus d'influence sur notre politique de santé est inquiétant et peu fiable. Comment jugez-vous cela?

L'OMS siège à Genève, et si la branche propose de vacciner, alors cela a aussi un aspect financier clair et net. Lors de la grippe porcine, nous avons gaspillé des millions pour des doses sans valeur. On a attisé l'hystérie, et là, il faut faire attention à ne pas réduire les défenses naturelles de l'organisme. Le risque de créer des résistances est bien sûr très grand. Et plus nous obligeons à la vaccination sur une grande échelle, plus grand est le risque de créer des résistances. On doit donc s'attaquer à cela de façon différenciée et avec soin.

Monsieur Müller, je vous remercie de cette interview.

«Il faut absolument rejeter la Loi sur les épizooties»

«Un jour, on devrait vraiment examiner l'OMS sous toutes les coutures»

Interview du conseiller national Geri Müller, Parti des Verts/Argovie



Geri Müller
(photo mad)

thk. Pendant la session d'automne, la Loi fédérale sur les épidémies a été débattue au Conseil national. Il y a eu différentes propositions de minorité qui ont toutes été rejetées. Toutefois, lors du vote final au Parlement, les députés de tous les partis, à l'exception du PS, ont voté contre. Aussi bien le référendum en cours sur la Loi fédérale sur les épidémies (LEp) que la campagne électorale sur la Loi fédérale sur les épizooties (LFE), offrent l'occasion de mener un large débat public urgent, auquel Horizons et débats contribue volontiers.

Horizons et débats: Aussi bien la nouvelle Loi sur les épizooties, qui est soumise à la votation le 25 novembre, que la Loi sur les épidémies, sur laquelle un référendum est en cours, sont très controversées au sein de la population. Vous avez voté Non au Conseil national. Pourquoi? Qu'est-ce qui vous dérange dans cette loi?

Conseiller national Geri Müller: Commençons par la Loi sur les épidémies. Il y a de bons éléments dans cette loi qui auraient plaidé pour un Oui. On doit discuter sur les épidémies, cela est certain. L'erreur repose d'un côté sur l'importance accordée à la campagne de vaccination et, de l'autre côté, dans la contrôlabilité d'une telle campagne.

Pourquoi?

Il existe deux aspects: Le premier, c'est la confiance et la persuasion qu'avec les vaccinations on pourrait empêcher une grande partie des maladies, ce qui, ces dernières années, s'est révélé toujours plus être une farce. Il existe deux facteurs qui sont responsables de cela. D'abord, les vaccins sont recommandés au rythme de l'industrie chimique et ordonnés plus tard. Ensuite, on évalue trop peu la raison des maladies virales et bactériennes. Ce sont des déroulements qui devraient être examinés plus exactement. Il faut y ajouter encore l'aspect international. Alors que nous avons chez nous peu de gens menacés, des milliers de personnes meurent d'une simple diarrhée dans le tiers-monde. Ici, on est très inactif. L'OMS a aussi échoué spectaculairement. On est ici beaucoup trop centré sur l'Europe.

Le deuxième aspect, qui m'a monté contre la Loi sur les épidémies, est la situation dans le domaine du personnel. Je suis président cantonal du personnel soignant. Je sais que nos spécialistes des soins ont une très bonne compréhension de la prévention. Si maintenant l'obligation de vaccination était introduite et réglée par voie contractuelle – ce qui est prévu par la Loi – ceci devient alors très problématique. Ainsi, on agit sur un

domaine de travail, qui est aujourd'hui déjà très sollicité, et l'on pousse de cette façon encore plus de gens à abandonner cette profession. Il existe des gens qui ne veulent pas être obligés de se faire vacciner pour des raisons professionnelles. Je peux me souvenir comment, à l'époque, j'ai été vacciné contre l'hépatite à la suite d'une fausse supposition et comment j'en ai beaucoup souffert. Pour moi, c'est une sorte de méthode à la tondeuse à gazon, en partant du sentiment qu'on peut de cette manière renforcer massivement la sécurité.

De plus, on pratique des vaccinations contre la grippe souvent par manque de personnel; celui qui est malade, doit rester chez soi. Mais on ne peut presque plus se permettre de rester chez soi, parce que nous avons trop peu de personnel et une mauvaise conscience vis-à-vis des collègues, qui doivent effectuer du travail supplémentaire. On n'entreprend rien à cet égard, cependant on sort le marteau de la vaccination en espérant que personne ne sera malade. Ce sont les raisons principales de mon opposition.

Dans les débats, on a toujours attiré l'attention sur ces deux points, en disant qu'on devrait les rayer, parce que cela est un problème au niveau juridique et n'a rien à faire dans la Loi sur les épidémies. Ce serait beaucoup mieux si l'on faisait des recherches plus exactes au lieu de faire un tel tapage créé par une campagne médiatique. Nous avons eu une fois tous ces avertissements contre les gripes animales: la grippe porcine, la grippe aviaire etc. et finalement, on a dû constater qu'il ne s'était rien passé. Le monde entier a parlé pendant des mois d'une pandémie, de quelque chose qui n'a jamais réellement existé.

La fabrication d'un propre vaccin dans le pays serait-elle une amélioration de la situation?

Je ne crois pas que cela soit vraiment le problème. Ce qui manque, et ceci sur la durée de 15 à 20 ans, c'est une analyse détaillée. Je suis tout à fait pour une coopération internationale. C'est important d'échanger des expériences et de faire des évaluations communes. Cependant, cela doit se faire par les bureaux de l'Etat et en aucun cas par l'industrie chimique. C'est à mon avis le problème. L'industrie chimique se positionne déjà depuis longtemps au niveau international et conduit des campagnes pour la propagation des médicaments.

Nous avons parlé des points très problématiques de la Loi sur les épidémies. Comment voyez-vous cela en ce qui concerne la Loi sur les épizooties? N'y-a-t-il pas ici des parallèles directs?

Ici, je vois un problème semblable. Je m'y connais moins bien dans le domaine de la médecine vétérinaire que dans la médecine humaine, mais il y a une chose dont je suis

devenu conscient lors du débat sur l'initiative du cannabis. Lorsqu'on voulait interdire la substance de la plante de cannabis, on a complètement oublié que l'agriculture suisse avait, avec celle-ci, un produit préventif depuis des siècles qui protégeait la santé et la sécurité des grosses bêtes. C'était un additif alimentaire normal et naturel qui a protégé beaucoup de gros bétail contre de nombreuses maladies. Pourtant, il y a eu des animaux malades qu'on a dû traiter avec des moyens normaux, le cas échéant on a dû les abattre. La plupart du temps, il n'y en a pas beaucoup. Cependant, ici aussi, il existe le problème du profit maximum. Il ne doit y avoir aucune bête qui soit adulte et qui ne puisse pas être utilisée économiquement. On doit se défaire de ce concept.

La lutte contre la maladie bleue avec des vaccins différents et trop peu testés a conduit à de graves problèmes et des effets secondaires chez les animaux. La LFE peut imposer les vaccinations par la loi. Comment jugez-vous cela?

Lors de la maladie de la langue bleue, j'ai eu connaissance des premiers cas. A ce moment-là, j'ai pris contact avec des paysans biologiques, qui disaient avoir des moyens contre la maladie, mais qu'ils devaient maintenant utiliser les vaccins. Leurs moyens étaient tous exclusivement à base de plantes naturelles qui poussent ici en Suisse. Ici, on peut dire que la nature a toujours développé un antidote contre une maladie. Toutefois, au niveau cantonal, on a contraint les paysans à vacciner et dans des cas extrêmes, cela a conduit à des retraits d'autorisation pour l'exploitation. Avec cette loi, on veut légitimer ce qui a conduit à des problèmes lors de la maladie de la langue bleue.

D'après vos propos, on doit rejeter aussi la Loi fédérale sur les épizooties.

On doit absolument la rejeter. Cette loi aussi contient de bons éléments en ce qui concerne l'élevage d'animaux, que nous avons déjà recouvert avec la nouvelle Loi fédérale sur l'agriculture. La Loi fédérale sur les épizooties a des additifs qui ne sont pas tolérables et c'est pourquoi on doit la rejeter.

Je comprendrais un refus par le peuple de la LFE et de la LEp en raison de ces additifs. On pourrait reprendre les autres points, mais le reste ne doit pas être réglé de cette façon.

On a déjà des lois. Ne suffisent-elles pas?

Je ne peux pas trop juger la Loi sur les épizooties, mais il y a des déficits dans la Loi sur les épidémies. L'échange sérieux de données par exemple est aujourd'hui réglé de manière très démodée. Les banques de données doivent être pareilles dans tous les cantons et la manière de saisie doit être simplifiée. Dans un cas sérieux, cela doit aller vite. On devrait encore reprendre ce point. Nous sommes déjà intervenus à ce sujet. Cela doit devenir plus

concret, afin que l'on puisse mieux faire des recherches et évaluer.

Je reviens encore une fois sur l'hystérie extrême lors de la grippe porcine, durant laquelle moins de personnes sont mortes que lors de la grippe de saisonnière ...

... ça va encore plus loin. On peut en fait dire que la grippe porcine n'a pas vraiment existé. Selon les connaissances actuelles, les gens qui étaient atteints de la grippe porcine avaient d'autres maladies graves qui avaient recouvert le tout.

Je participe actuellement, à Soleure, à un congrès de deux jours sur la sécurité, dont une partie traite de la communication. Hier, un chargé de communication du gouvernement allemand a déclaré, en se référant à la chute d'un satellite – qui part du pire scénario en passant par l'écrasement d'une centrale nucléaire jusqu'à la chute dans une fouille de construction vide et qui comporte seulement des spéculations: Racontez seulement ce que vous savez vraiment, et pas ce que vous pensez savoir. C'est exactement ce qui s'est passé lors de la grippe porcine. De cette manière, une peur est répandue qui se situe au-delà du bien et du mal. Cela doit être une leçon pour nous. Il faut arrêter de supposer des choses qu'on ne sait pas.

L'OMS a proclamé lors de la grippe porcine le niveau le plus élevé de pandémie. Cela passait complètement à côté des faits. Les conseillers de l'OMS n'ont-ils pas aussi en partie des relations étroites avec l'industrie pharmaceutique?

Je ne suis pas sûr ici, si les entreprises pharmaceutiques étaient le seul problème. L'OMS lutte depuis qu'elle existe pour sa reconnaissance et pour montrer qu'elle a des choses importantes à dire. J'ai déjà mentionné cela, la première lutte était contre la diarrhée. Ici, elle a échoué spectaculairement. Elle n'a jamais pu vraiment s'imposer. Bien qu'elle soit une organisation mondiale avec toujours plus de membres, elle a échoué lors des grands problèmes qu'on aurait dû prendre en main au niveau de la santé mondiale. Lors de la grippe porcine, elle avait l'espoir d'avoir trouvé quelque chose d'important où elle pourrait diriger les choses et sur laquelle on peut attirer l'attention. Il faut encore ajouter qu'elle est dépendante des fonds des divers Etats. Il se peut qu'un ami quelconque de l'industrie pharmaceutique ait eu le sentiment qu'il pourrait faire de l'argent avec cela. Mais le point central est quand même le premier. Un jour, on devrait vraiment examiner l'OMS sur toutes les coutures: Quels sont ses motifs, quelles sont ses bases? Le principe «La santé est l'absence de maladie» ne peut pas être le seul crédo de l'institution suprême en matière de santé?

Merci beaucoup pour l'entretien, Monsieur le Conseiller national.

«Non à la révision de la ...»

suite de la page 2

- indications permettant d'identifier sans équivoque les personnes concernées et d'entrer en contact avec elles;
- itinéraires empruntés, lieux de séjour, contacts avec d'autres personnes, des animaux ou des objets;
- résultats d'analyses médicales;
- mesures de prévention et de lutte contre une maladie transmissible.

D'ailleurs ces données qui feraient de nous des citoyens transparents ne seraient pas stockées uniquement à l'OFSP, mais seront envoyées gaiement à travers le monde: L'OFSP, les autorités cantonales et n'importe quelles autres, qui ne sont pas désignées spécifiquement comme «des institutions publiques ou privées», devront «traiter et faire traiter les données personnelles [par qui?] (Art. 58, alinéa 1), de même nos affaires privées, nos données personnelles pourront être «échangés». (Art. 59 alinéa 1).

Et la petite touche finale est

L'article 62: Communication de données personnelles à des autorités étrangères

¹ Si cette mesure leur est nécessaire pour exécuter la présente loi, l'OFSP et les autorités cantonales compétentes peuvent communiquer des données personnelles, y compris des données concernant la santé, à des autorités étrangères ou à des organisations supranationales ou internationales qui accomplissent des tâches similaires, pour autant que l'Etat concerné, et notamment sa législation, ou ces organisations assurent aux personnes concernées un niveau adéquat de protection de la personnalité.

Et qui est responsable de ce perfectionnement inquiétant d'un système, certainement pas compatible avec la Suisse ou règne la liberté, mais qui rappelle plutôt les époques les plus noires des dictatures inhumaines? Vous le devinez: C'est l'OFSP qui une fois de plus réunit les trois pouvoirs d'Etat: Il gère les fichiers et évalue en même temps la sécurité de son propre système, la justesse des données personnelles ainsi que la légalité du

traitement des données des citoyens! (Art. 60 al. 5)

Dans la LEp, le droit de recours est accordé aux citoyens seulement en cas de dommages résultant de traitements forcés, mais pas contre l'enregistrement, le traitement et la transmission de données personnelles. Comme nous n'apprenons rien de l'enregistrement de nos données, nous n'avons pas besoin de recours? Par contre la Confédération devrait prendre la responsabilité civile envers l'industrie pharmaceutique en cas de dommages... (Art. 70)

Qu'en était-il de l'Etat de droit? La Loi contre les épidémies crée-t-elle une sorte de *Patriot Act* exposant toute la population suisse, sans qu'elle le sache et sans qu'elle puisse se défendre sans moyens juridiques indispensables, dans un Etat de droit, à une radiographie de toute sa vie avec des conséquences imprévisibles et graves?

Conclusion

La seule lecture du texte de la Loi suffit pour en avoir la chair de poule. Nos parlementaires n'ont-ils pas lu le texte?

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch

Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH640900000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Amérique: De la colonie à la nation à l'esclavage

par Michael Scheuer

Si les Américains concentrent leur attention sur la campagne présidentielle, ils devraient aussi prendre connaissance de l'état du président Obama et du gouverneur Romney. Oui, les deux sont des candidats à l'élection présidentielle, mais les deux sont aussi des hommes qui – avec leurs prédécesseurs et le Congrès – s'empresent d'abandonner la souveraineté et l'indépendance de l'Amérique à l'Etat d'Israël et à ses défenseurs parmi les citoyens américains (juifs et évangéliques), à leurs organisations et à un grand nombre des médias.

En contrepartie des dons de campagne électorale et des reportages positifs dans les médias, Obama et Romney ont soumis eux-mêmes et leur pays à l'Etat d'Israël et à quelques milliers d'Américains juifs dissidents et à leurs alliés chrétiens-évangéliques, eux aussi tout aussi infidèles. On doit se demander, si Obama et Romney s'adressent au premier ministre d'Israël comme «Massa' Benjamin» ou s'ils mentent et font le salut militaire, lorsqu'ils rampent devant les agents judéo-américains d'Israël et les agents évangéliques pour demander de l'argent.

Si l'indépendance et la souveraineté ont un sens pour un gouvernement national, c'est celui que le gouvernement décide seul si le pays qu'il gouverne part en guerre ou non. Aux Etats-Unis, cela signifie plus exactement que – selon la Constitution – le Congrès décide, suite à un vote formel, s'il déclare la guerre au nom du peuple américain qui était autrefois son maître et qui avait élaboré la Constitution. C'est en tout cas le procédé qui a été envisagé par les pères fondateurs.

Cependant, depuis longtemps les deux Chambres du Congrès américain lâche ont délégué illégalement cette décision au président, et notre président actuel considère le Congrès avec un tel dédain qu'il consulte d'abord l'ONU pour savoir s'il peut se permettre de ramener un pays comme la Libye ou n'importe quel autre adversaire à l'âge de pierre par ses bombardements. Si, quant aux guerres, Israël est devenu le maître de l'Amérique – et c'est le cas, en dépit du fait qu'Obama ait évité lâchement une face à face avec Massa' Benjamin – l'ONU sera sûrement son autorité de contrôle. Finalement, le Congrès paye sans demander et inconditionnellement pour les troupes américaines qui partent pour mourir dans des guerres qui n'ont rien à voir avec la protection des propres intérêts américains, mais qui satisfont ceux d'Israël, de l'ONU ou de n'importe quelle chimère de ces virologes bellicistes comme Madame Clinton et Madame Rice, exactement comme les gars McCain et Graham qui approuvent la guerre ou comme par exemple les «combattants pour la liberté libyens et syriens qui défendent la démocratie et les droits de l'homme».

Alors, chacun d'entre nous peut voter à volonté, mais nous devrions tous nous rendre compte du fait qu'aucun des candidats n'a l'intention de rétablir la souveraineté et l'indépendance des Etats-Unis. Comme président, les deux hommes pousseront les USA dans la guerre avec l'Iran – Obama le veut seulement après le 6 novembre – parce qu'Israël et ses défenseurs parmi les citoyens américains le veulent ainsi. L'Iran ne représente

bien sûr pas de menace militaire directe pour les Etats-Unis, mais il exigera une vengeance sanglante, après que nous et Israël aurons commencé à l'attaquer, en employant les agents secrets/terroristes qu'il a longtemps entretenus aux Etats-Unis exactement pour une telle situation. La réaction d'Iran détruira en même temps beaucoup de ce qui reste de l'économie américaine en bloquant le trafic des pétroliers dans le golfe Persique et peut-être à d'autres endroits.

Et à quoi bon tout cela? Encore une confiance, injustifiée et anhistorique, en les forces de l'air de faire ce qu'elles n'ont jamais accompli et qui ne peut pas se faire sans armes nucléaires – gagner une guerre. Et nous aurons ainsi une autre guerre perdue et sans fin qui attisera encore plus la guerre agressive entre les cultures que les deux partis politiques des Etats-Unis mènent contre le monde islamique.

A l'époque où les Etats-Unis faisaient encore partie de l'Empire britannique – en tant que sujets loyaux – les Américains n'avaient pas d'autre choix que de faire la guerre quand la couronne britannique la faisait. Au cours des deux siècles, depuis notre indépendance de l'Angleterre, nous avons chuté d'un tel degré, en ce qui concerne la virilité, le bon sens et la loyauté face à la Constitution, que nous partons à la guerre sur l'ordre d'une autre nation et en violant directement nos propres intérêts nationaux. Ajoutez à cela que nos médias grand public et les réseaux de câble les plus importants utilisent la radio publique pour agir de façon routinière comme des agents d'un pouvoir étranger en

Michael Scheuer, né en 1952, historien et analyste politique. Thèse de doctorat en 1986 dans le domaine des relations de l'Empire britannique-USA-Canada-Royaume-Uni. Collaborateur de la CIA pendant 22 ans, jusqu'en 2004, où il a dirigé l'«unité Oussama Ben Laden» de 1996 à 1999. Après avoir quitté la CIA, il a travaillé comme journaliste pour l'agence CBS News et The Jamestown Foundation. Aujourd'hui, il enseigne à la Georgetown University à Washington. Il est en outre expert de la sécurité pour différentes chaînes de télévision et il publie des livres. Son livre le plus connu «Imperial Hubris: Why the West is Losing the War on Terror», paru d'abord sous anonymat sur demande de la CIA. Il a soutenu en 2012 la candidature de Ron Paul en raison de ses opinions concernant la politique extérieure.

soutenant le Premier ministre israélien contre le président américain. Et des citoyens américains déloyaux corrompent avec enthousiasme le système politique des Etats-Unis pour soutenir les intérêts israéliens, le fanatisme évangélique et les fantasmes de «one world» de l'ONU supranationale et super-corrompue... Qui sait, nous serions peut-être mieux servis en tant que sujets de la couronne. Elle s'est certes fréquemment battue, mais seulement pour les propres intérêts britanniques.

Source: <http://non-intervention.com> du 2/10/2012
(Traduction Horizons et débats)

La Chine a-t-elle oublié le script du jeu diplomatique?

par Kishore Mahbubani, professeur de la pratique des politiques publiques et diplomate, Singapour

En 2016, la part de la Chine dans l'économie mondiale sera plus importante que celle des Etats-Unis en unités équivalentes de pouvoir d'achat. Ce sera un développement d'envergure sismique; en 1980, lorsque les Etats-Unis comptaient pour 25% de la production mondiale, la part de la Chine de l'économie mondiale n'était que de 2,2%. Et pourtant, après 30 ans d'utilisation judicieuse de sa position géopolitique, la Chine semble sur le point de la perdre justement lorsqu'elle en a le plus besoin.

Les dirigeants chinois font preuve de naïveté et de sottise s'ils comptent pouvoir engranger les fruits de la trajectoire montante tranquille et pacifique de leur pays vers la prédominance mondiale. Un jour ou l'autre, l'Amérique sortira de sa torpeur géopolitique; certains signes indiquent qu'elle a déjà ouvert un œil.

Mais la Chine vient de commettre de graves erreurs. Après que le Japon ait cédé aux pressions des Chinois et relâché un chalutier chinois arraisonné en septembre 2010, la Chine a poussé le bouchon plus loin en exigeant des excuses du Japon, ce qui a fortement irrité la classe dominante japonaise.

De même, après qu'en Corée du Sud des civils innocents eurent été tués par des bombes nord-coréennes en novembre 2010, la Chine est demeurée essentiellement muette. Dans une réplique finement calculée, la Corée du Sud a envoyé son ambassadeur à la cérémonie de remise du Prix Nobel de la paix en décembre 2010 à Liu Xiaobo, activiste chinois de la défense des droits de l'homme, incarcéré en Chine.

La Chine a également froissé quelques plumes sur le continent indien en refusant arbitrairement d'accorder des visas à des fonctionnaires haut placés. Le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a ensuite calmé le jeu par des réunions avec le Premier ministre indien Manmohan Singh, mais des provocations aussi futiles ont laissé des traces de méfiance en Inde.

Ces erreurs sont toutefois mineures devant le comportement de la Chine à l'assemblée en juillet de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. Pour la première fois en 45 ans, la réunion ministérielle de l'ANASE n'a pu publier un communiqué commun, prétendument en raison de l'opposition du pays qui préside actuellement l'ANASE, le Cambodge, qui ne voulait pas que le communiqué fasse mention des litiges bilatéraux dans la mer de Chine du Sud. Mais le monde entier, y compris la plupart des pays membres de l'ANASE, a perçu la position du Cambodge comme découlant directement de pressions majeures de la Chine.

La Chine n'a en fait remporté qu'une victoire à la Pyrrhus. Elle a gagné la bataille des communiqués, mais elle pourrait bien avoir jeté aux orties 20 ans de labeur acharné pour bâtir son capital de sympathie, sans compter les résultats d'efforts comme l'accord de libre-échange entre l'ANASE et la Chine, signé en novembre 2002. Plus important encore, les anciens dirigeants de la Chine avaient mis sur le fait qu'une ANASE forte et unifiée serait une zone tampon précieuse pour contrer toute éventualité d'une stratégie américaine d'encercllement. En fomentant des divisions au sein de l'ANASE, la Chine a créé une excellente situation géopolitique pour les Etats-Unis dans la région. Si Deng Xiaoping était encore vivant, il serait grandement inquiet de la tournure des événements.

Il est sans doute injuste de reprocher aux dirigeants chinois l'échec de la dernière réunion de l'ANASE. Il est fort probable, que ce sont des fonctionnaires zélés subalternes qui ont adopté la ligne dure sur le dossier de la mer de Chine du Sud, et que, s'ils en avaient eu le choix, aucun dirigeant chinois aurait fait échouer le communiqué conjoint des ministres de l'ANASE. Mais le fait que cela se soit produit, révèle l'étendue actuelle des lacunes décisionnelles de la Chine.

La «ligne en neuf traits» que la Chine a tracée au-dessus de la mer de Chine du Sud pourrait bien n'être autre chose qu'un carcan géopolitique que la Chine s'est mis sur le dos. Il était peu avisé de joindre cette carte à une note verbale en réponse à une communication commune déposée par le Vietnam et la Malaisie auprès de la Commission des Nations Unies concernant les limites du plateau continental en mai 2009. C'était la première fois que la Chine avait intégré la carte dans une communication officielle adressée à l'ONU ce qui a causé de grandes inquiétudes chez certains membres de l'ANASE.

Les Etats-Unis ont très bien réalisé quelle était l'implication géopolitique de l'utilisation de cette carte, ce qui explique pourquoi les USA ont, contrairement à leurs habitudes, tenté une fois de plus de ratifier la Convention sur le droit de la mer. Ayant présenté à l'ONU la «ligne en neuf traits», la Chine s'est mise dans une situation de perdante, étant donné les difficultés de défendre le tracé de cette carte en vertu du droit international. En fait, comme le souligne l'éminent historien Wang Gungwu, les premières cartes à revendiquer la mer de Chine du Sud étaient japonaises, puis la Chine nationaliste les a héritées.

En politique intérieure, la «ligne en neuf traits» pourrait également poser un problème au gouvernement puisqu'elle fournit de précieuses munitions à ses critiques. Le moindre compromis exposera les responsables au niveau politique. En d'autres termes, pour quelques récifs perdus en pleine mer de Chine du Sud, il se peut que la République se soit mise entre le marteau et l'enclume.

La Chine devra fort probablement trouver une façon de mettre de l'eau dans son vin pour ce qui est de la «ligne en neuf traits». En privé, elle a commencé à le faire. Même si cette frontière embrasse aussi les eaux du nord-est des îles Natouna, qui font partie de l'Indonésie, le gouvernement chinois a assuré catégoriquement à l'Indonésie, que la Chine n'entretient aucune revendication sur les îles Natouna ni sur sa Zone économique exclusive.

Ces assurances en privé ont calmé les relations avec l'Indonésie. Pourquoi donc ne pas faire de telles concessions à d'autres Etats membres de l'ANASE?

Les héritages laissés par Deng Xiaoping et son prédécesseur, Mao Tsé-toung, sont très différents. Mais les deux grandes figures dirigeantes de la République populaire s'accordaient sur un point: les deux faisaient des pieds et des mains pour faire des concessions territoriales pour résoudre les différents frontaliers. C'est aussi pourquoi la Chine a été si conciliante avec la Russie dans ses règlements transfrontaliers.

Mao et Deng Xiaoping étaient en mesure de le faire, car la Chine était alors dirigée par de grands timoniers. Le problème dans le monde d'aujourd'hui est que le pouvoir en Chine repose maintenant sur des bases politiques pluralistes: aucun homme de pouvoir n'est assez puissant pour faire de judicieuses concessions unilatérales.

Rien ne se changera en Chine avant que la passation des pouvoirs soit terminée en novembre. La nouvelle administration de Xi Jinping et de Li Keqiang aura besoin d'un certain temps pour s'installer. Mais les Etats-Unis sont en train de se réveiller. Comme le fera le reste du monde en 2016. La grande question demeure: la Chine sera-t-elle géopolitiquement aussi compétente quand elle sera le numéro un qu'elle l'était lorsqu'elle était le numéro deux?

Source: project-syndicate.org
(Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier)

Le magazine Compact invite à une conférence

De quelles alliances l'Allemagne a-t-elle besoin?

Orientation unilatérale aux USA ou bien pont entre l'Est et l'Ouest?

Les intervenants:

- Peter Scholl-Latour
- K.A. Schachtschneider
- Willy Wimmer
- Helmut Schäfer
- Alexander Rahr
- Jürgen Elsässer
- Natalia Norochnitskaya
- John Laughland

24 novembre 2012, de 9 à 18h à Berlin

Tickets d'entrée et de plus amples informations sous:

konferenz.compact-magazin.com



L'UE est-elle pacificatrice dans le sens de Nobel?

par Horst Meyer, Allemagne

Lorsqu'en 2009 le lauréat du prix Nobel de la paix s'appela *Barak Obama*, ce fut une surprise pour beaucoup du fait qu'il n'avait pas apporté grand-chose dans ce domaine mis à part ses slogans «Change» et «Yes, we can». Trois ans plus tard, ses performances en matière de paix ne dépassent pas celles d'un *Bush sen.*, *Clinton*, *Bush jun.* Aucune des guerres déclenchées par George W. Bush n'a pris fin, bien au contraire, il y a eu la brutale intervention de l'OTAN en Libye, sans parler du camp de prisonniers de Guantánamo à Cuba, qui n'est toujours pas disloqué, de l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak.

Alors que cette année le prix Nobel de la paix est attribué à une institution supranationale telle que l'UE, on doit commencer à s'interroger sérieusement sur la valeur des critères appliqués pour la nomination et l'attribution de ce prix.

Il a été accordé à l'Union européenne du fait qu'elle aurait contribué depuis 60 ans à maintenir la paix en Europe. Cette nouvelle causa, lors de sa diffusion, bien des regards sceptiques, voire des mouvements d'humeur.

Il est indéniable que les deux guerres en Europe, subies par les populations au cours de la première moitié du XX^e siècle, ont laissé des traces dans les esprits. Il est vrai aussi que, depuis, l'Europe n'a plus connu de conflits de cette ampleur et qu'il s'est installé une sorte de réconciliation entre les Etats. Toutefois, il n'a pas pu échapper au comité Nobel que la paix en Europe repose sur du sable, il suffit de penser à l'effondrement du bloc de l'Est, source de nouvelles guerres en Europe.

Les activités guerrières dans les Balkans

On sait maintenant avec certitude que certains pays européens ont contribué, au cours des années 90, à la destruction de la République yougoslave. Deux auteurs, *Mira Beham* et *Jörg Becker*, ont analysé, dans leur livre de recherche «Opération Balkan», l'influence de l'Occident lors de la destruction de la Yougoslavie, ainsi que la manipulation des médias menée de l'extérieur. Il apparaît avec certitude que l'Occident a contribué avec conséquence à la sécession de ces différentes républiques. On a su utiliser les difficultés économiques des diverses régions, en retirant les crédits et en augmentant les taux d'intérêts, afin d'exciter les gens les uns contre les autres. On en connaît les résultats. La guerre d'agression contre le reste de la Yougoslavie sous la direction des Etats-Unis et la participation active d'Etats européens dont l'Allemagne, qui allait à l'encontre du droit international et était de ce fait illégale, fut une démonstration de ce dont l'UE et ses Etats membres sont de nouveau capables malgré la promesse de ne plus jamais déclencher de guerre.

L'affaire autrichienne – le déni de la volonté démocratique

En 2000, l'UE a dévoilé son vrai visage. Comme il y avait eu en Autriche, à la suite

Le prix Nobel pour le désarmement est tombé dans les mains de ses adversaires politiques

Une voix critique venue de Norvège

Les élites politiques norvégiennes ont accaparé le Prix de la paix d'*Alfred Nobel*, afin de pouvoir l'utiliser à leurs fins. Ce n'a jamais été aussi bien démontré qu'en 2012 en l'attribuant à l'Union européenne. Depuis 40 ans, ils ont tout fait pour tenter de faire entrer la Norvège dans l'UE. Après que *Thorbjørn Jagland*, ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre, aujourd'hui président du comité du prix Nobel, eut échoué par deux fois dans des référendums, il s'est vengé de ses concitoyens réticents.

Les élites norvégiennes d'aujourd'hui rejettent Alfred Nobel et sa vision d'une démilitarisation des relations internationales. En 1895 pourtant, elles avaient accepté sa vision de paix à tel point que Nobel confia au Parlement norvégien le choix des lauréats du prix au travers d'un comité composé de cinq personnes qui devaient s'engager pour un ordre de paix mondial, «une confraternité des Nations» comme il s'était exprimé très clairement dans son testament. Le Parlement actuel croit en la puissance militaire et élit, contre la volonté de Nobel, les membres du comité de ses propres rangs. Le prix Nobel de la paix est tombé dans les mains de ses adversaires politiques.

Le prix de l'année 2012 n'a pas passé le test Nobel: l'UE n'a pas de rayonnement

mondial et n'est pas en faveur de la démilitarisation des relations internationales. Cette union vise à devenir une entité économique et militaire dominante, elle est un important exportateur d'armements et deux Etats membres possédant l'arme atomique s'opposent par tous les moyens aux efforts du désarmement nucléaire.

En mars 2012, le conseil de surveillance suédois des fondations avisa les membres du Comité de relire la volonté et de respecter les intentions de Nobel. Il exigea de la fondation suédoise de remettre sa sous-commission norvégienne à sa place et d'y exercer un contrôle strict. Malgré cela, la semaine dernière, l'obstination norvégienne a eu le dessus.

Protégées par de strictes règles de conservation du secret, les personnes décernant le prix de la paix se sont comportées longtemps comme si elles étaient au-dessus des lois. Elles n'apportent jamais une réponse honnête aux critiques émises et transforment ainsi ce merveilleux prix Nobel en une affaire banale et sans valeur. Il y a de quoi déclencher la colère tant de Nobel et de ses champions de la paix que de tous les citoyens du monde.

Fredrik S. Heffermehl, auteur et avocat
(Traduction Horizons et débats)

d'élections menées démocratiquement, une coalition entre le parti bourgeois ÖVP et le parti FPÖ de *Jörg Haider* pour former le gouvernement, des sanctions furent imposées au pays, piétinant les droits démocratiques de la population. Le prétendu «modèle de paix de l'UE» ne supporte pas un gouvernement critique à l'égard de l'UE, dans un Etat membre de cette UE. Un «Conseil des sages» dut décider si les sanctions devaient être maintenues ou abolies. Elles ne furent abolies qu'après la démission forcée de *Jörg Haider*. On avait ainsi brisé froidement le droit démocratique. Mais ce n'est pas tout.

Des guerres d'agression violant le droit international – serait-ce une spécialité de l'UE?

Presque tous les pays de l'UE participent à la guerre en Afghanistan, qui dure depuis 11 ans. Ils ont donc une vive expérience de ce qu'est une guerre, particulièrement brutale et qui viole le droit international. Après une occupation de 11 ans de la part des Américains et des Européens, les populations vivent un cauchemar. Ce qui a commencé par le viol du droit international sous prétexte de chasser les Talibans, s'est transformé en guerre contre la population, et on n'en voit pas la fin.

L'agression commise en 2003 sous un prétexte inventé de toutes pièces et cousu de fil blanc contre l'Irak, en violation du droit international, avec la participation de pays de l'Union européenne dans la «coalition des volontaires», notamment l'Angleterre, la Pologne, l'Italie, l'Espagne, etc., n'est toujours pas terminée et cause des milliers de victimes innocentes. Entre temps, les Britanniques et les Américains ont mis la main sur les réserves de pétrole.

En 2011, la guerre contre la Libye, menée sous prétexte de secourir la population, ne fut rien d'autre que la volonté de faire changer le régime du pays, afin de se débarrasser d'un dirigeant honni et de s'approprier les richesses naturelles. En tête de cette agression se trouvaient, aux côtés des Etats-Unis, des pays de l'Union européenne, soit la France, l'Angleterre, l'Italie. La moitié des Etats européens de l'OTAN, membres de l'Union européenne, ont participé à cette agression déguisée.

Que se passe-t-il en Syrie? S'il n'y avait eu que la volonté de l'UE – la Chine et la Russie s'y sont opposées – il y aurait eu, là-bas aussi, une guerre d'agression, avec la participation de l'UE. L'Allemagne y a joué un rôle peu glorieux aux côtés de la France et de l'Angleterre.

Où est donc, dans ces circonstances, l'engagement de l'UE en faveur de la paix qui aurait justifié un prix Nobel pour la paix? Est-ce que le comité du prix Nobel de la paix se plie, lui aussi, aux raisons de politique de pouvoir? Les populations de tous les pays de l'UE étaient opposées aux engagements militaires de ces pays. Les sondages révélaient entre 80% et 90% d'opposition. Donc, si l'on veut renforcer les forces de paix, ce sont les peuples qui ont une importance déterminante.

L'Allemagne dans un rôle dirigeant – mais vers quoi?

Dans la publication américaine *Foreign Affairs*, l'organe du laboratoire d'idées «Council on Foreign Relations», fort prisé aux Etats-Unis, on estime qu'une germanisation de l'Europe permettrait de se sortir de la crise. L'Allemagne aurait ainsi un rôle dirigeant dans l'UE qui épouserait les ambitions d'*Angela Merkel*, cette femme avide de pouvoir. L'Allemagne, qui s'octroie le rôle de dirigeant au sein de l'UE, mène le projet d'une Fédération européenne et d'un renforcement du centralisme. La citation suivante est révélatrice: «Si nous, Européens continentaux, voulons obtenir l'unité et agir conjointement, ce dont dépend tout notre avenir, alors nous devons répondre à deux nécessités: renoncer à toute volonté de domination de la part d'un peuple sur les autres, ainsi que renoncer à toute volonté d'indépendance absolue en dehors de l'ordre européen. Etre le porte-drapeau sans vouloir être le maître de l'Europe doit être la volonté de l'Allemagne, mais le porte-drapeau d'une nouvelle Europe qui doit prendre sa place parmi les nouvelles puissances mondiales et garder son rang qui lui est dû du fait de son développement historique et de ses forces culturelles et économiques.» Cette citation nous vient de *Richard Riedl*, président du conseil d'administration de l'entreprise *Donau Chemie AG*, faisant partie du groupe *IG Farben*, elle date de 1944.

Il apparaît de plus en plus clairement que l'Allemagne prend une place dominante dans l'Union européenne. Si l'Allemagne devait devenir réellement le porte-drapeau de l'UE, ce serait de mauvaise augure pour la Suisse, vu les déclarations bellicistes destinées à intimider ce petit pays performant.

La Suisse, un garant de la paix

Si l'on prévoit d'accorder le prix Nobel de la paix à un Etat, il faudrait l'attribuer à la Suisse. Quel pays peut prétendre ne plus avoir été mêlé à des guerres depuis plus de 150 ans, et d'avoir contribué autant en faveur de la paix et de l'aide humanitaire pour panser les plaies des populations d'autres pays, que la Suisse au travers de ses organisations telle que la Croix-Rouge? Toutefois, en consultant la liste des lauréats de ce prix, on peut s'estimer heureux de ne pas y figurer. Le choix de cette année le confirme.

(Traduction Horizons et débats)

La carotte pour Hypo Real Estate, le bâton pour la Suisse?

Lorsqu'aujourd'hui Mme *Merkel* gaspille des centaines de milliards pour sauver des banques espagnoles mal gérées à la méditerranéenne et pour des marchés levantins de la grandeur de la Grèce, elle a un modèle du nom *Peer Steinbrück*. Ce monsieur était le ministre des Finances de Mme *Merkel* au moment où la «Hypo Real Estate» – un holding de banques allemand sous forme juridique d'une société anonyme – avait fait des spéculations malheureuses et risquait de faire faillite. Les conséquences naturelles – dans un Etat de droit – auraient été la faillite de la banque et une procédure juridique contre le conseil d'administration. Le ministre fédéral des Finances était d'autre avis et la banque en faillite fut nationalisée au détriment des contribuables, le premier «sauvetage de banque» avait eu lieu!

Ce qui a permis cette intervention de l'Etat dans l'économie privée, c'était «la

Loi de mise en œuvre de mesures de stabilisation du marché financier» (Finanzmarktstabilisierungsgesetz, FMStG) du 17 octobre 2008, qui fut décidée ce jour-là, jour mémorable, par le Bundestag, adoptée par le Bundesrat, signée par le président de la République fédérale, et publiée dans le bulletin législatif!

Dès le lendemain, lorsque la loi entra en vigueur, l'argent put circuler, notamment des caisses de l'Etat dans les caisses vides des banqueroutiers. Le nom que l'on donna à ce précurseur du MES, FESF, etc., était «Fonds de stabilisation du marché financier» (FMS) ou «Fonds spécial de stabilisation du marché financier» (SoF-Fin), et pendant que M. *Steinbrück* faisait transférer les fortunes du peuple allemand vers les banques en faillite allemandes, à la mi-octobre 2008, il revendiqua à la fois que la Suisse soit mise sur la «liste noire» de l'OCDE des Etats récalcitrants où à l'époque ne figuraient que les

Etats non membres de l'UE: l'Andorre, le Liechtenstein et Monaco. Littéralement, le ministre des Finances déclara: «Il ne faut pas que nous manions seulement la carotte, mais aussi le bâton.» L'utilisation du mot «bâton» a particulièrement bouleversé le gouvernement à Berne jugeant inadmissible ce choix de mots.²

Le cas de *Steinbrück* soulève donc beaucoup de questions. En particulier, la distribution injuste et arbitraire de «carotte» et de «bâton» fait réfléchir. Quel rapport cet homme entretient-il avec le pouvoir et la violence? [...]

Source: www.staatsklage.de
Signé: *René Schneider*, le 2 octobre 2012
(Traduction Horizons et débats)

¹ BGBl. I 2008 p. 1982

² Source/URL: FAZ du 22/10/08, www.faz.net/aktuell/politik/ausland/streit-um-steueroasen-schweiz-bestellt-deutschen-botschafter-ein-1713566.html

Et si l'on recréait un autre P.C.A?

Chers amis, Récemment, *Peer Steinbrück* s'est indigné en disant qu'il n'était pas «un valet du capital». Il a raison, cet homme-là. C'est une allégation odieuse.

Ou bien, a-t-on jamais entendu dire qu'un valet puisse gagner un supplément d'environ 700 000 euros au cours de trois ans?

Bien sûr que non. Monsieur *Steinbrück* n'est pas un valet. Dans ce point-là, il faut le défendre. Bien au contraire, il est ami de choix du capital et des banques, champion du «ranking des profiteurs de suppléments» devançant neuf politiciens de la CDU et de la CSU.

D'ailleurs, de quel parti est-il, ce politicien? Peu importe – de toute façon il prendra ses fonctions seulement en tant que vice-chancelier d'une grande coalition.

Voilà donc ma proposition: et si l'on recréait encore une fois un P.C.A? Le Parti capitaliste d'Allemagne. Celui-là ne sera certainement pas interdit.

Konstantin Wecker, chansonnier sur: www.wecker.de/tagebuch.php?ide=245
du 9 octobre 2012

(Traduction Horizons et débats)

La crise est reportée, pas supprimée

Si les banques d'émission ne veulent pas d'hyperinflation, elles doivent arrêter l'accroissement du papier-monnaie

par Beat Kappeler

En ce qui concerne la future sortie de la Banque nationale de la limite inférieure de l'euro à CHF 1.20, il y a une bonne et une mauvaise nouvelle.

La bonne nouvelle se montre dans le léger état d'incertitude de l'euro au-dessus de cette limite à CHF 1.21 par moments. C'est un vague signe que l'euro s'est rattrapé. Car il ne faut guère compter avec une dégradation de l'union monétaire depuis que la Banque centrale européenne a promis des moyens «illimités» pour la consolidation du Sud en faillite.

De même une sortie de quelques pays membres, comme p.ex. de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal, renforcerait l'euro puisqu'après il serait une monnaie forte de pays forts. C'est seulement si l'implication mutuelle inouïe entre les banques, la Banque centrale et les dettes d'Etat se révélait intenable, que l'espace euro disparaîtrait de la circulation ou que le Nord en sortirait. Car les bilans des banques sont remplis d'emprunts des Etats du Sud presque en faillite. En revanche, ceux-ci soutiennent leurs banques, et la Banque centrale soutient les Etats comme les banques du Sud – dont on a retiré les dépôts qu'on a déposés ensuite au Nord.

Mais en ce moment, on se décarcasse, on a l'impression qu'il y a une création de papier-monnaie énorme pour camoufler tous ces bilans de banque, ces dettes publiques et ces aides à la Banque centrale. Une inflation correspondante de l'espace euro devrait alors

réduire les dettes publiques à la charge des épargnants et des caisses de retraite. C'est ça «l'agenda interne» de la banque d'émission et des politiciens de l'euro.

Ce sont de nos jours de bonnes nouvelles. Mais maintenant, venons-en aux mauvaises nouvelles. Le franc suisse est lié depuis un an sans condition à cet espace euro. La banque nationale gonfle la quantité du papier-monnaie encore davantage, et une inflation de l'Ouest se transmettra par un cours fixe du franc 1:1 en Suisse. Le franc doit devenir une monnaie banale sans intérêt.

Il doit également faire semblant de déprécier. L'inflation de l'étranger ne sera plus amortie avec un franc montant, la stabilité nationale est ainsi assurée. Ce fait marque, après 40 ans, la fin du chemin particulier de la Suisse, la fierté d'une monnaie dure et inflexible doit être supprimée de la définition du pays.

Le nouveau livre d'Ernst Baltensperger au sujet du franc comme «histoire à succès» démontre qu'après des interventions beaucoup plus petites et des créations de monnaie de la Banque nationale après 1978, l'inflation s'est élevée trois ans plus tard à 6,4%. Mais la mauvaise nouvelle du présent concerne seulement la fierté nationale, car l'intervention de la Banque centrale par la limite du franc à CHF 1.20 continue la vie bien réussie d'une autre manière. Le pays a choisi: nous sauvons le secteur des exportations et notre prospérité, et à cette fin, nous sacrifions en partie la valeur monétaire.

Dans un monde où les banques d'émission produisent énormément de papier-monnaie, le sage ne peut pas veiller à la stabilité. Grâce à une monnaie nationale, ce choix a pu être fait. Dès lors le franc est un instrument, et plus un but en soi.

Comment est-ce qu'on peut s'imaginer la sortie? La banque d'émission peut prolonger son bilan à volonté. Elle achète d'autres monnaies comme l'euro ou le dollar, elle maintient ces valeurs à l'actif et dépense comme passifs de nouveaux francs, comme «dette» au public.

Plus de 80% des monnaies accaparées sont investies dans des obligations d'Etat surtout d'Allemagne, puis aussi de France. La banque d'émission suisse est peut-être le plus grand créancier individuel d'Allemagne. Cela rapporte quelques intérêts et devrait être sûr si l'Allemagne ne se surmène pas par ses aides. Si alors le franc est considéré par les investisseurs comme assez banal, sans intérêt, une monnaie qui court le même risque inflationniste que les autres monnaies, la Banque nationale peut en vendre les papiers d'Etat et les revenus des monnaies. Ainsi elle retire les francs dépensés et les efface.

Mais tout cela n'est pas d'actualité à présent. Tout d'abord, la «répression financière» envisagée des banques d'émission US et euro fera baisser les taux pendant quelques années sous le taux d'inflation – grâce à l'accroissement du papier-monnaie en cours. La Banque nationale y participera probablement, car des taux plus élevés attireraient de nouveaux

afflux dans le pays. Ainsi on se laisse aussi tromper ici par l'investissement de l'argent – dans les biens immobiliers, les actions, l'or, les matières premières.

Pourtant un jour le public n'acceptera plus cela, il demandera des taux plus élevés en dollar et en euro. Si les banques d'émission ne veulent pas d'hyperinflation, elles doivent arrêter l'accroissement du papier-monnaie.

Ainsi les monnaies monteront plutôt, et ainsi la sortie de la limite inférieure de CHF 1.20 devrait peu à peu réussir. Cela peut aussi être orchestré pas à pas si la Banque nationale monte à CHF 1.22, puis à CHF 1.25, et menace les opérateurs de devises par l'insécurité et des pertes. Alors la dévaluation du franc serait hors de contrôle. Après ce passage de faiblesse, le franc pourra au mieux renouer avec sa vie bien réussie et redevenir stable. Jusque là, l'Ouest entier connaîtra des traces de déclin inouïes, car la normalisation des taux amènera les faillites et les creux de conjoncture qu'on cherche aujourd'hui à éviter par l'expansion du papier-monnaie.

La crise est reportée, pas supprimée. Sauf si les politiciens des USA et de l'euro profitent des années de la répression financière, de l'expropriation des épargnants, pour réaliser des réformes sérieuses. Mauvaises nouvelles, bonnes nouvelles, c'est selon de quel côté l'on est: exportateur, épargnant, possesseur de valeur réelle ou débiteur.

Source: NZZ am Sonntag du 14/10/12

(Traduction Horizons et débats)

«Dès le début,

l'UE a été une institution de corruption et de transfert»

L'Institut du Mittelstand de la Basse-Saxe met en garde contre la poursuite de l'aide à la Grèce!

par Eberhard Hamer

On raconte à la population allemande, qu'elle doit par «solidarité européenne» contribuer de plus en plus de milliards «pour sauver la Grèce». Nous devrions donc ou augmenter les impôts ou réduire les prestations sociales, afin de générer les moyens nécessaires pour aider la Grèce.

Non seulement les raisons mais aussi les conséquences sont des jugements fallacieux:

1. Les prétendues aides à la Grèce ne vont pas à la population ou à l'économie grecques, mais sont tout de suite détournées vers les banques vautours internationales, qui exigent de haut taux d'intérêt pour leurs prêts accordés à la Grèce. En réalité, l'on n'aide pas la Grèce, mais on alimente les banques internationales, pour qu'elles ne doivent surtout pas faire d'amortissements sur l'argent perdu avec leurs emprunts d'Etat grecs.
2. Lors de la première tranche du premier soi-disant plan de sauvetage, l'Allemagne a payé 10,8 milliards d'euros à la Grèce. Dans la même semaine, les capitalistes grecs ont sorti du pays la même somme en capitaux fugitifs. Le paiement n'a donc rien apporté, sauf de frapper les contribuables allemands de manière insensée. Et l'évasion fiscale en Grèce continue. Plus nous payons des aides financières, plus les capitaux fugitifs augmentent.
3. Dès le début, l'UE a été une institution de corruption et de transfert. Elle a depuis longtemps octroyé le plus de subventions à la Grèce – un tiers de cet argent venait de l'Allemagne. De 2004 à 2008, 24,4% de tous les transferts de l'UE sont allés à la Grèce. 20 années de subventions n'ont apparemment pas amélioré le pouvoir économique de la Grèce, mais l'a plutôt habituée au goutte-à-goutte durable. Pourquoi l'Allemagne a-t-elle accepté un tel gaspillage de ses propres ressources? Pourquoi aucun gouvernement n'a protesté contre cette saignée insensée? Et pourquoi continue-t-on à réinjecter de l'argent?
4. Les Etats membres subventionnés ne se sont pas contentés des subventions

annuelles payées par les Etats solides – en particulier par l'Allemagne –, mais ils se sont par surcroît endettés encore plus que les Etats donateurs. Pendant qu'en 2010 la zone Euro toute entière était endettée en moyenne avec 85% de leur pouvoir économique (PIB) (l'Allemagne avec 2% de moins), la Grèce en est arrivée à 143%. En 2010, le niveau de la dette grecque s'élevait à 329 milliards d'euros, entre temps ce sont plus de 360 milliards.

Entre-temps la Grèce a sans cesse promis qu'elle allait s'améliorer et se raffermir – exactement comme maintenant.

5. La Grèce a été introduite dans l'UE par la haute finance américaine (la bande à Goldman-Sachs) d'une manière frauduleuse et n'a pas le droit de se désendetter par une faillite d'Etat, parce que sinon les crédits de la haute finance seraient perdus. C'est pourquoi, dans la discussion d'assainissement, il n'est jamais question de «participation privée», mais seulement, que les autres citoyens européens doivent se porter garant et assumer les dettes. Pour solde, la Grèce est un passage d'essai pour l'union de dettes et de responsabilité voulue par la haute finance, c'est-à-dire la responsabilité totale de tous les pays de la zone Euro – notamment de l'Allemagne – pour tous les crédits de la haute finance dans les pays européens. Ou exprimé différemment: Avec l'aide de la Grèce et des autres pays surendettés, on installe pour toute l'Europe un esclavage de la dette et une obligation de payer tribut au profit de l'impérialisme financier américain.
6. La Commission européenne, qui aspire depuis longtemps à davantage de centralisme et de pouvoir et à moins de droits nationaux, tire à la même ficelle. Le Pacte budgétaire et le MES étaient une percée décisive pour l'abolition des Etats nationaux en Europe, déjà initiée dans le *Traité de Lisbonne*, et d'une instauration d'un gouvernement central régnant sur des provinces européens – comme l'a exprimé ouvertement le porte-parole de l'UE Juncker.

Avec la poursuite de distributions d'argent à la Grèce, on améliore rien, on ne fait que prolonger la situation. On n'aiderait pas la Grèce, uniquement les banques créancières grecques. Si le MES ne peut être stoppé, nous serons, en revanche, face à la menace de devoir endosser la responsabilité totale pour les dettes grecques et celles de tous les autres pays européens.

Dans la crise actuelle de l'euro, il ne s'agit pas de l'Europe, mais de savoir qui doit payer

pour l'imprudence des dettes: les banques créancières, les Etats qui se sont endettés, ou tous ensemble, inclus les pays solides. Le MES exige la troisième variante. Mais cela ne représente nullement une solution, uniquement un ralentissement qui ne conduira pas seulement à la faillite de certains pays, mais à un effondrement total du système de l'euro ou à l'évaporation inflationniste des valeurs en euros.

(Traduction Horizons et débats)

Les marchés financiers fleurissent

Goldman avec des milliards de bénéfices

La banque d'investissements américaine Goldman Sachs dégage de nouveau pas mal de bénéfices pour le troisième trimestre. Malgré un «environnement économique de tous défaits» les résultats ont été solides, dit Blankfein, le patron de la banque. Les analystes le voient de la même façon. Goldman Sachs se range ainsi dans la catégorie de gains de JP Morgan Chase et de Wells Fargo.

La grande banque américaine Goldman Sachs dégage de nouveau de somptueux bénéfices grâce au redressement des marchés financiers. La maison bancaire a fait plus que doubler ses gains lors du troisième trimestre et revient dans la zone des bénéfices. La banque d'investissement américaine tire en particulier profit de la montée des cours de ses propres valeurs mobilières, qui profitent du récent coup de pouce à la conjoncture de la Federal Reserve (FED), la banque centrale américaine. Le secteur de l'investment banking en tout a mieux fonctionné.

Goldman a affiché un bénéfice étonnamment élevé de 1,5 milliards de dollars, après avoir réalisé l'année dernière un bilan avec une perte de 428 millions de dollars. Les recettes ont augmenté de 133% à 8,4 milliards de dollars et se trouvaient ainsi également au-dessus des prévisions des experts.

Goldman se range ainsi dans la catégorie des bilans positifs au même titre que les géants bancaires américains comme JP Mor-

gan, Wells Fargo et Citigroup. La revitalisation des affaires sur le marché des capitaux, qui cet été a failli s'immobiliser à cause de la crise d'endettement de l'euro, a massivement contribué au résultat. Les recettes de l'investment banking ont augmenté de 49%. Le marché des échanges et le marché des fusions d'entreprises ne redémarront que lentement. Lloyd Blankfein le patron de Goldman a parlé avec retenue d'un résultat solide vu l'environnement économique difficile. Il a augmenté les dividendes trimestriels de 46 à 50 cents par action.

Les grandes banques américaines gagnent entre-temps de nouveau autant qu'avant la crise financière. Le fleuron de la branche JP Morgan a encaissé 5,7 milliards de dollars pour le troisième trimestre, le concurrent Wells Fargo cinq milliards de dollars. Pour le Citigroup le résultat net est pourri par des milliards d'amortissements pour un joint-venture de courtier en bourse. Cependant, corrigé par des postes particuliers, le bénéfice a progressé de 27% à la hauteur de 3,3 milliards de dollars.

Les maisons bancaires européennes sont encore très loin de ce genre de résultats. Mais ces chiffres rendent les investisseurs optimistes, ils estiment qu'au bout de cinq années, la crise du secteur financier touchera lentement à sa fin.

Source: sla/rts/dpa, www.n-tv.de/wirtschaft/Goldman-mit-Milliardengewinn-article7487101.html

(Traduction Horizons et débats)

«Il faut arrêter de penser que les Grecs sont des paresseux, ils sont parmi ceux qui travaillent le plus en Europe»

Entretien d'«Horizons et débats» avec Josef Zisyadis (1^{ère} partie)



Josef Zisyadis
(photo mad)

hd. Dans l'interview ci-dessous Josef Zisyadis, un excellent connaisseur de la Grèce, s'exprime sur les raisons de la crise dans ce pays. Au cours des vingt dernières années et pendant ses réguliers séjours en Grèce, il a observé l'orientation toujours plus

prononcée de l'économie vers le tourisme de masse aux dépens de l'agriculture et des populations locales. Il ne s'est jamais borné à analyser les dysfonctionnements, mais s'est toujours engagé pour développer de nouveaux projets, entre autres celui qu'il a nommé *Patoinos* qui montre une voie pour sortir de la crise. Partant de l'idée qu'il y a quelques dizaines d'années la Grèce possédait une agriculture florissante avec notamment d'excellent vin qui était exporté dans diverses régions du monde, il a créé le projet *Patoinos* qui renoue avec ce temps-là.

Sur l'île de Patmos dans la mer Egée, Josef Zisyadis a lancé avec des amis un projet agro-écologique d'ensemble au centre duquel se trouve le développement et la réhabilitation de la viticulture en accord avec le renouveau de la viticulture grecque en général. Il s'agit de reconstituer un vignoble et de créer en collaboration avec une école de viticulture suisse une cave qui sera en même temps un lieu de rencontre et de communication pour la population locale et les visiteurs. Grâce à une banque de graines insulaires, les habitants de l'île pourront aussi recommencer à travailler la terre, à cultiver des légumes et des fruits et grâce au nouveau pressoir, récolter les olives pour en faire de l'huile. Dans une édition ultérieure d'«Horizons et débats», nous présenterons de manière plus complète ce projet encourageant et orienté vers l'avenir.

Horizons et débats: Dans les grand medias on peut lire que c'est la faute des Grecs qu'ils ont cette crise. Où voyez-vous les raisons pour cette crise en Grèce?

Josef Zisyadis: Il y a plusieurs raisons. D'abord, ce ne sont pas tous les Grecs qui sont responsables. Ce sont certains Grecs, qui ont mis la population en crise. Ce n'est pas un peuple qui est prédestiné à être mauvais ou à vivre dans la crise. Il faut arrêter de penser que les Grecs sont des paresseux, ils sont parmi ceux qui travaillent le plus en Europe aujourd'hui.

Il faut connaître l'histoire de la Grèce. Ce pays a été occupé jusqu'en 1912 par l'empire ottoman. Le pays a vécu une guerre contre le fascisme et une guerre civile.

En 1967, la Grèce a vécu un putsch organisé par la CIA avec ensuite une dictature militaire jusqu'en 1974. Chaque fois c'étaient des périodes très difficiles. Le pays a toujours été très pauvre.

Le problème principal, c'est que depuis plusieurs années, on a fait des choix politiques. Les élites grecques, qui ont voulu mené la Grèce vers la grande mondialisation, pensaient faire d'Athènes une capitale européenne comme Paris, Londres ou Berlin. L'exemple typique ce sont les Jeux olympiques d'été de 2004. Ils ont amené des dettes que la population va payer pendant toute une génération.

Je crois que tous les choix politiques qui ont été fait cette année, amènent à cette crise. Elle était de toute façon préparée d'avance. Aujourd'hui, la situation est très sérieuse parce que les banques ont décidé que la population n'avait qu'à payer. Pourquoi avoir des taux de 7% pour la Grèce alors que la Banque centrale européenne prête à d'autres pays à un taux de 1%? Il n'y a pas de raisons. Si on prêtait à 1%, il n'y aurait pas de crise en Grèce aujourd'hui. Le problème c'est qu'il faut rembourser les banques. Tout cet argent qui n'est pas disponible pour aider la population à repartir de l'avant, sert à rembourser



Vue sur Patoinos, Domaine de l'Apocalypse, dans la vallée Petra sur l'île de Patmos. (photo jz)

les banques et à financer les dépenses militaires. Il faut savoir que la Grèce est par tête d'habitants le deuxième pays dans le monde en ce qui concerne les dépenses militaires.

Le budget de l'armée est si énorme?

Oui. Les sous-marins sont livrés par la France. Les pays, qui livrent les armes, veulent que la Grèce rembourse les coûts. Est-ce qu'on arrête les dépenses militaires? Non! Cela continue!

En Grèce, il y a deux partis politiques qui se sont partagé la Grèce depuis 1974. Ces deux partis, quand ils ont pris le pouvoir, ils ont engagé 50 000 fonctionnaires. 4 ans après, c'est l'autre parti qui est arrivé au pouvoir et il a engagé 50 000 fonctionnaires.

50 000 fonctionnaires de plus?

De plus! Les partis politiques veulent garder leur clientèle électorale.

Une autre raison pour la crise sont les armateurs grecs, ils ont une des plus grandes flotte marchande au monde. Les impôts qu'ils payent, ce n'est rien, absolument rien. Souvent, ils ont en plus leur pavillons dans d'autres pays: au Panama, au Chili etc. Et même ceux qui sont en Grèce ont des baisses d'impôts très importantes depuis des années. Il y aussi l'église qui ne contribue pas aux impôts. L'Eglise possède environ 10% du territoire et a une fortune immobilière colossale. Elle ne paye aucun impôt foncier. Si ces trois choses étaient réglées, la Grèce ne serait pas dans la situation dans laquelle elle se trouve actuellement.

Alors il faudrait réduire les dépenses militaires, exiger des impôts des riches armateurs et de l'Eglise qui devrait aussi payer des impôts fonciers.

Cela serait la base. Ce serait déjà une politique différente.

Ne faudrait-il pas réintroduire la drachme?

L'actuelle politique européenne ne peut que mener à l'arrivée de la drachme. Moi, je vois une arrivée rapide. J'ai beaucoup apprécié l'autre jour le Premier ministre bulgare. C'est l'Europe qui leur a dit, vous pouvez entrer dans l'euro. Ils ont dit: «Non, non, on ne veut pas entrer dans l'euro.» Car actuellement, les Bulgares n'ont quasiment pas de dettes. Tandis que la Grèce est étranglée par les puissances bancaires qui ne lâcheront pas prise.

Il n'y a pas de raisons que Goldman Sachs abandonne ses affaires. Cela rappelle le procédé du Fonds monétaire international (FMI) face aux pays du Tiers-monde. Il a octroyé d'énormes crédits à ces pays pour après pouvoir en dominer la politique.

Le gouvernement grec sous Antonis Samaras est maintenant en train de vendre la propriété du peuple?

C'est ce qu'ils sont en train de faire, ils vendent la loterie nationale, la poste, l'électricité, le gaz, les îles, les ports et aussi les chemins de fer. Ils vendent tout. Ça va être acheté par les Français, les Allemands et diverses autres puissances étrangères.

Toute la propriété du peuple, tout ce que le pays a développé.

Si les Grecs avaient leur propre monnaie, ce serait différent. Pour nous en Suisse c'est important que nous gardions notre indépendance.

Absolument!

Je préfère faire des projets comme celui de *Patoinos*. Ce sont des petits projets, mais ce n'est pas le seul. En Grèce, il y a aussi d'autres petits projets de ce genre. Aujourd'hui, il y a de plus en plus de ventes directes entre les agriculteurs et les habitants des villes. La Grèce, c'est un pays qui devrait repartir complètement dans un autre sens. Aujourd'hui, il y a trois villes qui ont ensemble 7 millions d'habitants sur un total de 10 millions. Trois villes: Athènes, Pirée, Thessaloniki. 70% de population habitent dans ces trois villes. Tout y est concentré. Les campagnes sont vides, désertifiées. Il faut faire des programmes de retour à la campagne, il faut encourager la décentralisation. De la part de l'UE, je ne vois pas venir de tels projets pour la Grèce. De toute façon, elle ne le veut pas. Elle ne sait pas ce qu'elle veut: une année elle dit au Grecs, vous devez éliminer tous les oliviers, et, il y a 20 ans, ils ont vraiment arraché des oliviers! Maintenant l'UE donne des subventions pour replanter des oliviers. Parce qu'actuellement on dit que l'huile d'olive, c'est extrêmement sain... C'est vrai. Les oliviers, l'agriculture paysanne, le tourisme local qui respectent l'environnement et le tout solaire, cela serait magnifique pour la Grèce.

Quelle importance ont des projets comme celui de Patoinos pour la population?

Cela donne la possibilité à la population d'être indépendante et de pouvoir compter sur ses propres forces. Parce que de toute façon, quoi qu'il arrive, ça va être le désastre. Depuis 2 ans, presque chaque semaine, j'ai des coups de téléphone d'amis qui me disent: «Quand est-ce que tu viens en Grèce? N'oublie pas de prendre ce médicament-ci ou ce médicament-là. Il n'y a presque plus de médicaments dans le pays. Comme les pharmaciens doivent tout payer à l'avance, ils n'obtiennent plus de médicaments. Les gens n'ont pas les moyens de se les payer. Aujourd'hui, il y a plein de gens qui ont des maladies de cancer ou de cœur, sans compter les maladies psychosomatiques. Ils n'ont pas même de quoi de se payer les médicaments. C'est terrible. On est revenu au temps, où on prend dans sa valise dix, quinze ou vingt différents médicaments pour les amener à ses amis.

Josef Zisyadis est né en 1956 à Istanbul. Il possède la double nationalité suisse et grecque. Il a fait des études de théologie à Lausanne et a travaillé comme pasteur à Paris de 1979 à 1983. Avec quelques interruptions, il a été de 1983 à 2008 secrétaire cantonal du Parti ouvrier et populaire (POP), section vaudoise du Parti suisse du Travail (PST).

De 1996 à 1998, il a été chef du Département de Justice, Police et Affaires militaires du canton de Vaud. De 1999 à 2011, il a siégé pendant trois législatures au Conseil national.

La situation en Grèce est-elle actuellement un peu comme dans les pays du Sud?

Tout à fait. Les gens font les poubelles. Ils se suicident, le taux de suicides a beaucoup augmenté. Auparavant, les Grecs ne se suicidaient pas, ce n'est pas dans la tradition des Grecs de se suicider. Pour les orthodoxes c'est dur; ils avaient toujours le sentiment qu'on ne se suicide pas. Tandis qu'en Suisse, on en a plus l'habitude. On y a toujours eu un taux de suicides important. En Suède aussi, mais pas en Grèce. Maintenant les gens n'ont pas d'avenir, ils préfèrent ne pas être un poids pour leurs enfants. Ils laissent leur bien, une maison à leurs enfants, et ils se disent, au moins moi, je suis parti. C'est terrible.

En tant qu'Européens, nous ne pouvons pas accepter une telle situation. Il faut vraiment trouver des alternatives.

C'est important. Parce que les alternatives ce n'est pas seulement de faire des grands discours politiques. Les gens ont besoin d'avoir des petits coins, dont ils sont fiers. Je fais cela dans mon coin. Parce que quand on a réalisé quelque chose, on le défend. Tandis que les grandes idées politiques, c'est pour le lendemain qui chantent...

Nous avons compris que des projets comme Patoinos pourraient réellement montrer une voie pour sortir de la crise.

Oui, on peut dire cela. L'ancienne organisation du pays, qui faisait que l'agriculture grecque était très productive, a été détruite. La Grèce est un pays très fertile, ce n'est pas normal qu'on aille chercher les tomates en Hollande. La Grèce ne produit presque plus rien aujourd'hui.

Il faut absolument redévelopper l'agriculture locale. C'est pourquoi, il ne faut pas laisser entrer les produits OGM. Parce que cela c'est le désastre, les graines qui ne peuvent pas se multiplier. J'ai été en Tunisie il y a deux ans, quand il y avait la révolution. On était la première délégation parlementaire. Moi d'habitude, quand je vais dans un pays, je vais toujours chercher des graines locales, partout. Je suis allé au marché central de Tunis: «Est-ce que vous avez des graines de tomates? J'aimerais en ramener en Suisse.» – «Elles ne sont pas arrivées.» – «Comment, elles ne sont pas arrivées?» – «Eh bien, elles arrivent toujours au mois de mars de Hollande.» – «Ah bon, alors il n'y a plus de graines ici.»

Plus rien de local?

Bien sûr, je pense qu'à la campagne, il y a encore des gens qui conservent des choses. Mais évidemment dans les grandes productions, cela a complètement changé. En Grèce, aussi. C'est pour cela que les organisations écologiques qui préservent les semences sont très importantes. On a de la chance en Suisse, parce que nous ne sommes pas dépendants. Si nous étions dans l'UE, nous aurions la même situation.

Votre projet de Patoinos prouve qu'avec de l'empathie, de l'énergie et de la détermination chacun peut contribuer à résoudre les problèmes sociaux et économiques les plus urgents de notre temps. Merci infiniment de cet entretien.

Les coopératives agricoles et les petits paysans nourrissent le monde

Prise de position du directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre 2012

Monsieur Staffan de Mistura, secrétaire d'Etat au ministère italien des Affaires étrangères,

Messieurs les Ministères et directeurs des délégations,

Monsieur Kanayo Nwanzé, président du Fonds international de développement agricole,

Madame Ertharin Cousin, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, Monsieur Emile Frison, directeur général de Biodiversity International,

Monsieur David Nabarro, représentant du secrétaire général de l'ONU pour la sécurité alimentaire et l'alimentation,

Monsieur Luc Guyau, président indépendant du conseil de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Chers invités, Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir d'ouvrir la 32^e Journée mondiale de l'alimentation qui coïncide avec le 67^e anniversaire de la fondation de la FAO [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture].

Permettez-moi d'exprimer tout d'abord, à quel point je me réjouis et me sens honoré de la présence parmi nous, ce matin, de Madame Elizabeth Atangana, ambassadrice spéciale de la FAO pour l'Année internationale des coopératives. Votre présence, Madame, après votre long voyage du Cameroun, est un magnifique témoignage de votre engagement en faveur des efforts mondiaux pour garantir la sécurité alimentaire dans le monde entier.

Le sujet de la Journée mondiale de l'alimentation «Les coopératives agricoles nourrissent le monde» met en évidence le rôle que jouent les coopératives dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et de participer dans l'effort d'éliminer la faim. Nous dirigeons l'attention du monde sur ce point stratégique dans l'espoir que l'actuelle Journée mondiale de l'alimentation soit une date-clé dans les efforts politiques et les travaux de programmation nécessaires pour nourrir les générations actuelles et futures.

La Journée mondiale de l'alimentation nous donne l'occasion de tirer le bilan des progrès acquis dans nos efforts de garantir le droit à l'alimentation pour tous.

La semaine passée, la FAO, le FIDA (Fonds international de développement agricole) et le PAM (Programme alimentaire mondial) ont publié l'édition 2012 de l'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde [State of Food Insecurity in the World – SOFI]. Ce rapport montre que des progrès ont été faits concernant le premier objectif du millénaire pour le développement de réduire de moitié le nombre d'individus vivant dans une pauvreté extrême d'ici à 2015.

Mais il montre aussi que ce progrès s'est ralenti à partir de 2007. Presque 870 millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent encore chaque jour de la faim. En Afrique et au Proche-Orient, le nombre des êtres humains sous-alimentés augmente toujours.

Dans un monde d'abondance, on ne peut pas accepter cela. Aujourd'hui déjà, nous

produisons suffisamment de nourriture pour chaque être humain.

Lors de la conférence de Rio+20 sur le développement durable, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé son message du «Défi faim zéro» [«Zero Hunger Challenge»]. A cette occasion, il a fait le lien entre l'élimination de la faim, l'élimination de la malnutrition des enfants et le sous-développement tout court et la durabilité des systèmes agro-alimentaires, 100% d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants, 100% de production alimentaire durable ainsi que la réduction au minimum des pertes ou du gaspillage de produits alimentaires.

Je suis convaincu qu'il est possible d'atteindre un état sans famine si nous coopérons, si nous concentrons notre attention et si nous coordonnons nos efforts. Les agriculteurs jouent un rôle crucial dans ces efforts. Dans beaucoup de pays du monde, les petits paysans sont les principaux fournisseurs de produits alimentaires, tout en faisant partie des plus pauvres au monde. Les coopératives sont capables d'aider les petits producteurs à surmonter ces restrictions. C'est pourquoi le titre de l'actuelle Journée mondiale de l'alimentation déclare publiquement: ce sont eux qui nourrissent le monde.

Au cours de cette année, la FAO a créé, ici même dans notre centrale principale, un bureau de liaison pour les paysans et les coopératives. Et nous travaillons pour faire prendre conscience du rôle important que

jouent les coopératives agricoles, et ensemble nous mettons sur pied des programmes communs. Nous agissons en collaboration avec le FIDA et le PAM et en coordination avec le «Comité pour la promotion des coopératives» (Committee for the Promotion and Advancement of Cooperatives – COPAC). Nous collaborons également avec d'autres partenaires, notamment avec l'«Organisation internationale du travail» (International Labor Organization – ILO), le «Département des affaires économiques et sociales» (Department of Economic and Social Affairs – DESA), l'«Alliance coopérative internationale» (International Co-operative Alliance – ICA), l'«Organisation mondiale des agriculteurs» (World Farmers Organization – WFO), des institutions privées et des organisations non gouvernementales (ONG) du monde entier. Les coopératives tiennent la clé en main pour nourrir le monde, mais c'est aussi le cas des gouvernements, de la société civile et des institutions privées; pour aboutir à la sécurité alimentaire pour tous, nous devons tous collaborer. Il ne suffit pas de réduire la faim dans le monde. Donnons-nous des buts plus ambitieux: en ce qui concerne la faim, le seul chiffre acceptable est zéro.

Dans mon pays, il y a une chanson qui dit qu'un rêve que nous rêvons seul n'est qu'un rêve, mais qu'un rêve que nous rêvons ensemble, deviendra réalité.

Je vous remercie de votre attention. •
Source: www.fao.org
(Traduction Horizons et débats)

A la mémoire de Hans Bachofner, divisionnaire et docteur en droit (1931–2012)

me. Nous nous souviendrons d'un contemporain très cultivé, lettré et plein de vie. Il nous impressionnait par le choix précis de ses mots qui étaient l'expression de sa force mentale exceptionnelle. Il connaissait les grands stratèges de notre planète comme presque personne, et pas seulement du monde militaire. Il suivait leurs développements de très près et les plaçait dans le contexte de l'histoire contemporaine et du monde, partant d'une vision de l'homme basée sur la personne humaine. Ses analyses étaient toujours pertinentes, ses réflexions dépassaient de loin les limites normales, il n'offrait jamais de recettes simples et abou-ties, mais encourageait ses interlocuteurs à poursuivre la réflexion, ne voyant dans ses propres idées que des résultats intermédiaires dans un monde en mutation. En ce sens, il était réellement innovateur.

Il n'avait aucun intérêt pour la richesse et les valeurs extérieures, mais il était un représentant absolument convaincu de la Suisse en tant que petit Etat, et en défendait les valeurs. Il n'avait aucun doute qu'il valait réellement la peine de défendre notre vivre-ensemble autogéré au sein de la démocratie directe et, vers l'extérieur, de défendre notre neutralité armée perpétuelle. Il estimait les citoyens qu'il instruisait comme soldats, il les formait durement, car son objectif était qu'ils soient vraiment aptes à la guerre. Etant donné qu'il justifiait ses exigences inexorables et allait de l'avant comme bon exemple, ses objectifs étaient acceptés. Pour beaucoup de ses «élèves», les cours qu'il donnait étaient un grand moment, qui les faisait avancer dans leur vie.

Pour Hans Bachofner son devoir d'exiger, en situation de crise, l'impossible des personnes qui lui étaient confiées, au péril de leur vie, était un fardeau. Il a été très attentionné, il a créé le nouveau service sanitaire de l'armée de manière conséquente et, après une phase en tant que commandant des écoles d'état-major, il a été chef de l'état-major pour la formation opération-

La guerre est de retour – mais nous avons perdu le respect

«Elle dure depuis huit semaines,

- la première guerre de la génération d'après-guerre
- la première guerre des soixante-huitards ayant la responsabilité gouvernementale
- la première guerre de la nouvelle gauche des deux côtés de l'Atlantique, de MM. Clinton, Blair et Schröder
- la première guerre pour les droits de l'homme, pour des valeurs au lieu de territoire
- la toute première guerre de l'OTAN
- la première guerre basée sur un nouveau concept de stratégie
- la première guerre qui est une guerre d'agression de l'OTAN, après 50 ans de doctrine de défense
- la première grande guerre sans mandat de l'ONU contre un Etat souverain
- la première guerre, lors de laquelle les Etats-Unis eux aussi violent le traité de contrôle des armements de l'OSCE (Document de Vienne de 1994)
- la première guerre des Allemands depuis la Seconde Guerre mondiale
- la première guerre par bombardements aériens sur annonce préalable qu'il n'y aurait pas de combats au sol.

Tant de Premières sont rares. Et elles ont toutes abouti à un échec total. La guerre au Kosovo continue à sévir, elle a des répercussions jusqu'en Russie et en Chine, mais les signaux d'ouverture du match final ne sont pas encore clairs. Ceux des Européens qui ne sont pas habitués aux guerres vont bientôt faire connaissance avec le prochain chapitre de l'histoire de la guerre. Il s'appelle: «Quand la guerre est terminée, elle n'est pas terminée.» La guerre nous poursuivra encore longtemps, durant les luttes pour un nouvel ordre mondial.»

Hans Bachofner, divisionnaire à la retraite, le 19/5/1999 à Zurich

nelle, c'est-à-dire l'enseignant suprême pour toutes les questions de stratégie et de planification.

Il soignait également les échanges avec les officiers d'autres armées, cela par intérêt personnel et ayant toujours au centre sa propre position, ancrée dans l'armée citoyenne séculaire. Cette attitude, il la transmettait, elle avait un effet contagieux, et il plaçait toujours le service militaire dans un contexte plus large, il en faisant un service de protection pour la communauté.

Il a toujours soutenu, aidé et conseillé les jeunes, les femmes, les entrepreneurs et les artisans. Les déjeuners avec lui étaient toujours accompagnés de passionnants échanges très inspirants, d'humour et parfois aussi de détente. Souvent il amenait de nouveaux livres ou des coupures tirées des innombrables journaux et magazines étrangers qu'il lisait quotidiennement. Il se retirait régulièrement dans les montagnes avec de nouvelles parutions, non pas simplement pour les lire, mais pour s'y approfondir de manière concentrée dans l'isolation. Pour finir, il condensait les soulèvements précis et les remarques différenciées placées en marge sous forme de résumés de connaissances concis. Celui qui obtenait un tel livre, pouvait apprendre énormément, uniquement dans le domaine de la méthodologie du travail. «Réfléchir est fati-

gant» disait-il, lui qui, comme jeune homme, avait été boxeur passionné dans les catégories moyennes, «mais, on peut entraîner son cerveau, comme le biceps et le triceps, il faut la même discipline.»

Il ne s'orientait jamais selon le «courant dominant», celui-ci ne l'intéressait pas. Il savait lui-même, ce qui lui semblait juste. La pensée libre lui importait et pour cette raison, il était très attentif à la distribution de muselières. Là, il devenait réellement acerbe, sans exception. Il haïssait les frimeurs, les vanités et les gens qui pensaient qu'à la grande table à Bruxelles, Mons ou Washington le lait est plus doux que chez nous. Il avait été le premier qui, après la guerre de Kosovo, avait mis en garde les soixante-huitards: «La guerre est de retour – mais, nous avons perdu le respect.» Dans ses analyses perspicaces, il plaidait pour une position avisée, prudente et prévisible du petit Etat neutre. Son scepticisme face aux engagements armés à l'étranger et aux opérations alliées néocolonialistes augmentait de plus en plus. Il était fermement opposé au changement de paradigme d'Armée XXI – comme nous le savons aujourd'hui, à juste titre. Beaucoup de personnes à Berne partageaient son point de vue, mais elles n'avaient tout simplement pas encore développé le courage qui le caractérisait.

Au cours des dernières années, il répétait toujours qu'il faut «penser l'impensable» au niveau de la famille, de l'entreprise et de la commune. Il croyait en la puissance dormante des vertus civiques et du vivre-ensemble. Il était convaincu que des hommes responsables et autonomes sont capables d'élaborer de meilleures solutions quand ils vivent dans des sociétés libres où règne la démocratie directe. La responsabilité doit être visible, elle ne peut être collective, telle était sa devise. Un coup d'œil en direction de l'UE lui donne une fois de plus raison.

Il était à 100% homme, penseur et militaire d'obédience confédérale. Nous portons le deuil avec ses proches et garderons l'œuvre de cette importante personnalité en mémoire et dans nos cœurs, et cela de manière active: comme héritage et comme mission. •

Des sanctions reconnues comme mise au pas au sein de collectifs?

«Devons-nous nous joindre à une force de protection? Pouvons-nous échanger l'indépendance contre la sécurité? Jusqu'à quel point l'Alleingang est-il possible? Jusqu'à quel point le gouvernement, le Parlement et le peuple ont-ils la fermeté et la stabilité de résister et s'opposer aux massives pressions de mise au pas du voisin? Le cas UE-Autriche a-t-il été reconnu comme un modèle de coercition exercée pour la mise au pas au sein de collectifs?»

Hans Bachofner, divisionnaire à la retraite, lors de l'Assemblée générale de l'ASIN à Berne le 13/5/1999,

«La neutralité a prouvé son énorme valeur. Elle nous permet d'apporter de l'aide de manière beaucoup plus sensée qu'avec la participation à une guerre bâclée. Elle nous met à l'abri de l'activisme médiatisé d'hommes politiques aux sentiments déséquilibrés. C'est une méthode faite sur mesure pour préserver l'indépendance et la liberté dans un avenir agité. Mais il ne faut pas continuer à la vider de son sens.»

Hans Bachofner, divisionnaire à la retraite, extrait de sa conférence intitulée «La guerre est de retour – mais nous avons perdu le respect» du 19/5/1999

